

**TRANSIT
DES MARCHANDISES
PAR LES PORTS
MAROCAINS**

Le délire des médias du Makhzen

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 3



Ph.: Rachid K.

**SELON LE PRÉSIDENT DU COMITÉ
NATIONAL DE LA VOLAILLE**

Les prix du poulet baissent

Lire l'article de M. Aziza page 3

CONSEIL DES MINISTRES

Numérisation, statut de l'imam et fermes pilotes à l'ordre du jour

P. 2



**Notre supplément
AUTOUR
DU MONDE**
Avec la
collaboration de

P. 8 & 9

On sait remédier
au problème du droit
d'auteur de l'IA



PAR MIKE
LOUKIDES¹ ET
TIM O'REILLY²

- 1- Vice-président de la stratégie
de contenu pour O'Reilly Media, Inc.
- 2- Fondateur et PDG de O'Reilly
Media, Inc.

Le financement
de la planification familiale
dans les pays à faible revenu



PAR LIA TADESSE

Ministre de la Santé de l'Éthiopie

Combattre le populisme
en investissant dans les localités
laissées pour compte



PAR DIANE COYLE

Professeure de politiques publiques
à l'université de Cambridge

Accélérer le vaccin
contre la fièvre de Lassa



PAR OYERONKE
OYEBANJI

Directrice des politiques
et des partenariats de la Coalition
pour les innovations en matière
de préparation aux épidémies

AGRESSION SIONISTE CONTRE GHAZA

Bombardements incessants contre les civils et les hôpitaux

Lire l'article de Mohamed Mehdi page 2



Laagab rencontre les Directeurs des chaînes de télévision régionales

P. 3

Agression sioniste contre Ghaza
Bombardements incessants
contre les civils
et les hôpitaux

L'agression israélienne contre Ghaza
entame son cinquième mois de la même
manière qu'elle a commencé.
Des bombardements incessants ciblant
les populations civiles et les hôpitaux.

Mohamed Mehdi

Dimanche, le ministère de la Santé à Ghaza a déclaré que le nombre de victimes de l'agression israélienne a atteint 27.365 martyrs et 66.630 blessés depuis le 7 octobre 2023. Le ministère a précisé, dans un communiqué, que les forces d'occupation ont commis, lors de la journée de samedi, 14 massacres faisant 127 martyrs et 178 blessés.

Hier, les bombardements aériens et ceux de l'artillerie ont touché le centre de Ghaza, mais également le sud, notamment Khan Younes où les combats entre la résistance palestinienne et les soldats de l'occupation, soutenus par des frappes depuis les hélicoptères, ont fait des dizaines de martyrs et autant de blessés. Le correspondant d'Al Jazeera a rapporté plusieurs frappes aériennes israéliennes qui ont visé une maison à l'ouest de la ville de Deir al-Balah, dans le centre de Ghaza, et divers endroits au centre, à l'est et à l'ouest de la ville de Ghaza.

La même source a indiqué que la série de frappes sur Deir al-Balah ont fait au moins 8 martyrs et plusieurs blessés. De violentes explosions ont été également entendues dans la ville de Ghaza dans l'après-midi de dimanche.

La chaîne Al-Aqsa a rapporté de son côté que les forces d'occupation israéliennes ont mené de violents bombardements d'artillerie sur le quartier Al-Amal, à Khan Younes, et le centre-ville de cette localité.

La chaîne a ajouté que des unités du génie de l'armée d'occupation ont fait exploser plusieurs maisons près du quartier autrichien, à l'ouest de Khan Younes, au sud de l'enclave de Ghaza. Al Jazeera a fait état aussi de tirs de soldats embusqués près du complexe médical d'Al-Shifa faisant un martyr, situé dans le quartier Al-Rimal, à l'ouest de la ville de Ghaza.

Toujours dans la ville de Ghaza, dans la zone d'Al-Sabra, les corps de deux martyrs ont été retrouvés criblés de balles de snipers de l'armée israélienne. Au nord de l'enclave de Ghaza, l'hôpital baptiste a reçu plusieurs personnes blessées par les balles de l'occupation à proximité de la zone industrielle et du carrefour de Tayan. D'autres blessés ont été touchés par des bombardements d'artillerie dans la région d'Al-Shaab, à l'est d'Al-Shujaia, et par des tirs de drones dans le quartier d'Al-Rimal.

«CATASTROPHE HUMANITAIRE» À L'HÔPITAL AL-AMAL

Le Croissant-Rouge palestinien a déclaré, dimanche, qu'il existe des indicateurs annonçant une « catastrophe humanitaire à l'hôpital Al-Amal », à Khan Younes, qui est assiégé depuis 14 jours consécutifs.

La même source a ajouté que l'hôpital est toujours soumis à un feu nourri des tireurs d'élite et de l'artillerie sionistes, et que la circulation des ambulanciers et des personnes déplacées est toujours empêchée.

Un journaliste d'Al Jazeera a également souligné que les corps de 3 martyrs ont été acheminés au complexe médical Nasser de Khan Younes, suite aux bombardements israéliens continus depuis dimanche matin.

Un reportage d'Al Jazeera montre l'ampleur des souffrances des personnes coincées à l'intérieur de l'hôpital Al-Shifa, dans la ville de Ghaza, depuis 6 jours, sans eau ni nourriture. L'armée d'occupation empêche les citoyens assiégés de quitter l'hôpital dont les environs immédiats sont soumis à d'intenses bombardements.

Par ailleurs, le Croissant-Rouge palestinien (PRCS) a rappelé dimanche que le sort de ses collègues, Youssef Zeino et Ahmed al Madhoun, de l'équipe des services d'urgence, partis secourir la petite Hind, 6 ans, reste inconnu. « Où est Hind ? Où sont Youssef et Ahmed ? Sont-ils encore en vie ? Nous voulons connaître leur sort », a posté le Croissant-Rouge sur les réseaux sociaux. Pour le directeur des médias du PRCS, Nepal Farsakh, dans une déclaration à Al Jazeera, « personne n'est en mesure de connaître le sort de la petite Hind et de notre équipage, à l'exception de l'armée d'occupation » qu'il tient pour « responsable de la sécurité de l'enfant et de son équipage ».

DE VIOLENTS COMBATS
À KHAN YOUNES

La région de Khan Younes, en particulier le centre-ville de cette localité, connaît depuis plusieurs jours une alternance d'intenses bombardements, touchant aussi des zones déjà complètement détruites, et des combats violents entre la résistance palestinienne et les soldats de l'occupation israélienne. Les Brigades Al-Qods, la branche militaire du Mouvement du Jihad islamique, ont déclaré hier que leurs combattants avaient tendu une embuscade à une force israélienne à Khan Younes. La même source indique que l'opération a permis de tuer deux soldats sionistes et de blesser plusieurs autres.

Les Brigades Al-Moudjahidine ont annoncé aussi avoir « bombardé le site militaire israélien « Fajjah » avec une salve de missiles ayant permis de toucher plusieurs cibles ».

Les Brigades Al-Moudjahidine ont ajouté que, dans le cadre d'une opération conjointe avec les Brigades Al-Qassam, elles avaient visé un rassemblement de véhicules militaires et de soldats israéliens dans la région orientale de Khan Younes, par une salve d'obus de mortier. La même source indique qu'après l'opération, des hé-

Conseil des ministres
Numérisation, statut de l'imam et fermes
pilotes à l'ordre du jour

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier, une réunion du Conseil des ministres consacrée au suivi du Rapport d'étape sur l'état d'avancement du processus de numérisation, au statut et au régime indemni-

taire de l'imam et à un exposé sur les fermes pilotes, indique dimanche un communiqué de la Présidence de la République. « Monsieur Abdelmadjid Tebboune, président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, préside, en ce moment, une réu-

nion du Conseil des ministres consacrée au suivi du Rapport d'étape sur l'état d'avancement du processus de numérisation, au statut particulier et au régime indemnitaire de l'imam et à un exposé sur les fermes pilotes », lit-on dans le communiqué de la Présidence de la République.

ANALYSE

Abdelkrim Zerkouri

Cessez-le-feu

Pourquoi le projet de
résolution du Conseil de sécurité de
l'Algérie appelant à

un cessez-le-feu à Ghaza, qui a été communiqué le mercredi 28 janvier aux 15 membres du Conseil, dérange-t-il les Etats-Unis tant qu'ils ont toute la latitude d'opposer leur veto comme ils l'ont fait quand ils ont été le seul pays à bloquer l'adoption d'un cessez-le-feu, en décembre ? Vendredi dernier, l'ambassadrice américaine auprès des Nations unies, Linda Thomas-Greenfield, a laissé entendre devant les journalistes que le projet de résolution en question « pourrait mettre en péril des négociations délicates et faire dérailler les efforts diplomatiques exhaustifs et continus visant à obtenir la libération des otages et à garantir une pause prolongée dont les civils palestiniens et les travailleurs humanitaires ont désespérément besoin ». « Négociations sensibles » en cours visant à obtenir une pause dans la guerre d'Israël, comme le révèle l'ambassadrice américaine, et projet de résolution appelant à un « cessez-le-feu », le fil est mince entre les deux initiatives, tant que les négociations visant à obtenir une « pause durable », vues par l'ambassadrice américaine comme « un pas de plus vers la création des conditions nécessaires à une cessation durable des hostilités », ne sont que le reflet d'un pas vers le cessez-le-feu. A la différence près, qu'avec un cessez-le-feu, on ne projette pas de reprendre la guerre, du moins pas aussi aisément qu'on ne le ferait après une « pause ». Le fil est mince

également entre les deux constats finaux, en l'occurrence la fin des souffrances des populations à Ghaza et la li-

bération des otages, mais les mots semblent avoir un poids qui fait toute la différence entre les deux voies diplomatiques, menant toutes deux à faire taire les armes mais selon des principes différents. Si l'ambassadrice américaine parle d'une « pause prolongée dont les civils palestiniens et les travailleurs humanitaires ont désespérément besoin », le cessez-le-feu également ne peut apporter que soulagement et paix aux civils palestiniens et aux travailleurs humanitaires. Pourquoi alors privilégier la proposition de la « pause prolongée », élaborée la semaine dernière par les Etats-Unis, Israël, l'Égypte et le Qatar, et rejeter le projet de résolution d'un cessez-le-feu durable contenu dans l'initiative de l'Algérie et communiquée aux 15 membres du Conseil de sécurité ? Peut-être que les Etats-Unis préfèrent l'approche de la pause durable plutôt que le cessez-le-feu dont ne veut pas entendre parler le gouvernement de Netanyahu. Tout comme ce dernier ne veut pas entendre parler de la solution à deux Etats prônée par tous les pays du monde, y compris les Etats-Unis. En tout cas, pour le moment, les deux propositions restent suspendues, l'une devant recueillir au moins neuf votes favorables et ne pas faire l'objet d'un veto de la part des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France, de la Chine ou de la Russie pour être adoptée, et l'autre attendant encore une réponse du Hamas.

licoptères de l'armée sioniste ont procédé à une mission d'évacuation de soldats blessés couverts par des tirs d'autres hélicoptères.

L'armée israélienne a annoncé hier la mort d'un de ses soldats lors des combats dans le sud de l'enclave de Ghaza.

AGRESSIONS SIONISTES
EN CISJORDANIE

En Cisjordanie occupée, l'armée israélienne mène également des opérations qui ressemblent à des représailles aux échecs enregistrés à Ghaza. Le correspondant d'Al Jazeera a rapporté que les forces d'occupation israéliennes avaient pris d'assaut, samedi soir, la ville de Nablous, en Cisjordanie occupée. La même source a indiqué que les forces d'occupation ont attaqué les quartiers de Ras al-Ayn et d'al-Qaryun, et y ont érigé des barrières, avant de procéder à plusieurs arrestations de jeunes hommes. Une force supplémentaire à pied, ajoute le journaliste de la chaîne qatarie, a été vue en train de prendre d'assaut les quartiers d'al-Atout et de Bab al-At'out, Bab Es-Saha à l'intérieur de la vieille ville de Nablous.

Samedi également, les forces d'occupation ont pris d'assaut les villes d'Al-Khader et Hussan, au sud et à

l'ouest de Beit Lahm, et y ont procédé à des arrestations et des perquisitions de plusieurs maisons. Et ont également tiré des bombes lacrymogènes et des bombes assourdissantes.

Des affrontements ont également éclaté entre les Palestiniens et les forces d'occupation lorsque celles-ci ont pris d'assaut la ville de Qaffin, au nord de Tulkarem, et ont tiré des bombes lacrymogènes et des bombes assourdissantes avant de se retirer de la ville.

PRÈS DE 1.600 ATTAQUES
EN JANVIER DERNIER

« Le président du Comité de résistance au mur et aux implantations, Muayyad Shaaban, a déclaré que les autorités d'occupation israéliennes et les colons ont mené 1.593 attaques au cours du mois de janvier », rapporte l'agence palestinienne Wafa.

Citant le rapport mensuel de la commission sur « les violations de l'occupation et les mesures d'expansion coloniale », M. Shaaban a expliqué que les forces d'occupation ont mené 1407 attaques, contre 186 de la part des colons sionistes.

Selon la même source, « les violations étaient concentrées dans le gouvernorat d'Al Khalil, avec 291 attaques, suivi du gouvernorat d'Al Qods, avec 203 attaques, et enfin du gouvernorat de Nablous, avec 200 atta-

ques. Shaaban a ajouté que les hordes de colons israéliens « ont volé 47 têtes de bétail, 3 tracteurs agricoles et deux tentes », tandis que les forces d'occupation « ont saisi 82 véhicules, 7 enregistrements de caméras de surveillance et 15 bulldozers et camions ». Sont également signalés « 19 cas de vol d'argent et de bijoux en or ».

Les attaques des colons ont également conduit au déracinement et à l'incendie d'un total de 836 arbres, dont 473 oliviers, dans les gouvernorats de Beit Lahm, Qalqilya, Nablous et Al Khalil, en plus du vol de plus de 70 vaches, de matériel agricole, de 3 mobil-homes et d'un tracteur agricole. Le rapport fait état également de « 58 opérations de démolition, touchant 62 installations, dont 22 maisons habitées, deux maisons inhabitées, 16 installations agricoles et autres » dans gouvernorats cités précédemment.

Au cours de la même période (janvier 2024), les autorités israéliennes ont publié 26 avis de démolition d'installations dans les gouvernorats d'Al Qods, Nablous, et Al Khalil.

De son côté, le Club des prisonniers palestiniens a déclaré, hier, que les forces d'occupation israéliennes ont arrêté dimanche 14 Palestiniens en Cisjordanie, portant le nombre de détenus à 6.515 depuis le début de la guerre contre Ghaza le 7 octobre dernier.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20
Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél.: 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57
Pub Tél.: 021. 64.96.44
Rédaction Constantinoise
Tél.: 031.92.12.11
Fax : 031.92.12.22

Diffusion: Ouest et Centre: SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité » Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger.
Téléphone : 021.73.71.28 / 021.73.76.78 / 021.74.99.81 / Fax : 021.73.95.59 / E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz »

Transit des marchandises
par les ports marocains

Le délire
des médias
du Makhzen

L'Algérie a réaffirmé, samedi, sa décision d'interdire le transit de marchandises par les ports marocains. L'interdiction par les autorités algériennes de tout transit et transbordement de marchandises via les ports marocains, a suscité un tir groupé des médias du Makhzen contre l'Algérie.

El-Houari Dilmi

En effet, la décision de refuser toute domiciliation pour les contrats de transport prévoyant le transit par les ports marocains est toujours en vigueur, a rappelé l'Association des banques et établissements financiers (ABEF). Cette dernière «informe les directeurs généraux des banques que la décision de refuser toute opération de domiciliation pour les contrats de transport prévoyant le transit par les ports marocains est toujours en vigueur», selon un communiqué de l'Association signé par son délégué général et rendu public samedi. «Suite aux allégations mensongères et la grossière manipulation des médias marocains, l'ABEF informe les directeurs généraux des banques que la décision de refuser toute opération de domiciliation, pour les contrats de transport qui prévoient le transbordement/transit par les ports marocains, est toujours en vigueur et garde toute sa validité effective», précise le communiqué de l'ABEF, qui dénonce «une grossière manipulation» de la part de la presse marocaine.

Dans le sillage de cette décision souveraine des autorités algériennes de boycotter les ports marocains, les médias makhzénistes s'acharnent, en plus de mentir et d'avancer une fausse levée de cette interdiction, à inventer des allégations risibles et manipulations grossières quant aux motivations des autorités algériennes d'interdire toute opération de transbordement ou de transit via les ports du voisin de l'Ouest. Un journal marocain a même opposé l'argument de l'augmentation du coût du fret maritime à destination de l'Algérie, comme si l'argent était décaissé de son propre compte bancaire, tout simplement risible ! «L'offre d'une interface atlantique aux pays du Sahel», «sanctions économiques contre le Maroc», une «décision purement politique des autorités algériennes», autant d'allégations des médias du Makhzen qui ont la gâchette facile dès qu'il s'agit de l'Algérie. Quelle que soit la raison de cette décision, l'Algérie est souveraine !

Pratiquement tous les médias du voisin de l'Ouest se sont passé le mot, pour dire que la décision a été annulée, alors qu'il n'en n'est rien.

Au lieu de s'occuper des souffrances du peuple marocain connues de tous, l'appareil médiatique makhzéniste tente de faire une sorte d'écran de fumée pour faire porter le chapeau à son voisin de l'Est, qui n'a que faire des billevesées d'un royaume qui ne se rend pas compte qu'il est en train de s'effondrer sur ses propres fondations. A beau mentir...

Laagab rencontre les Directeurs des chaînes
de télévision régionales

Le ministre de la Communication, Mohamed Laagab a rencontré, samedi, les Directeurs des chaînes de télévision régionales de Constantine, d'Oran, de Ouargla et de Bechar, en présence du Directeur général de l'Etablissement public de télévision (EPTV), Nadir Boukabes, indique un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre, le ministre a souligné «l'impératif de mettre en exergue les wilayas du sud en traçant des programmes et des activités propres à chaque région dans les différents domai-

nes, d'ériger les chaînes régionales de télévision en miroir reflétant les préoccupations du citoyen et ses priorités quotidiennes, mais aussi d'activer le rôle des centres régionaux, présents à travers le territoire national, dans la garantie de la couverture médiatique des différentes activités».

Les préoccupations des Directeurs des chaînes en question ont porté sur «le manque de journalistes et de moyens matériels, outre les difficultés auxquelles ils font face lors de l'accomplissement de leurs missions», affirmant «leur en-

gagement professionnel pour garantir le service public en dépit de ces lacunes».

De son côté, le Directeur général de l'EPTV a fait savoir que «70% des programmes diffusés à la télévision sont produits par les chaînes régionales», précise le communiqué.

Au terme de la rencontre, le ministre a adressé des instructions aux directions des chaînes de télévision portant «impératif de soumettre des rapports détaillés sur la situation de chaque établissement et ses besoins, afin de les examiner».



Salim Metref

Le diktat
des autodidactes

La quête du savoir dans toutes ses dimensions est préconisée dans notre livre Saint. Elle est même une exigence morale pour tout musulman et pour tout être humain. Et il est judicieux de saluer dans ce contexte l'effort actuellement consenti en Algérie par de nombreux parents pour l'instruction de leurs enfants et ce retour incontournable à l'essentiel et au fondamental qui constituent les ressorts de l'ascension sociale. Il existe bien entendu d'autres voies et d'autres clés dans ce contexte, mais il faut qu'elles nous soient clairement explicitées. Et en aucun cas débrouillardise, roublardise qui, souvent, conduisent hélas à la rapine ne sauraient devenir des modèles pour nos petits et se substituer à l'école, aux études, au savoir, au travail et à l'effort seules clés de la réussite. Un dicton bien populaire de chez nous prétend qu'il vaut mieux être intelligent et analphabète que l'inverse, Faham Allah lakraa, auquel un autre dicton apporte la contradiction en prétendant que celui qui est instruit ne s'égare jamais, Liqraa matlef. Ces deux dictons induisent en réalité dans l'imaginaire populaire, mais surtout dans les faits, une lutte féroce entre ceux qui ont étudié et qui savent et ceux qui n'ont pas étudié mais qui savent eux aussi. Ce syndrome a structuré en profondeur et depuis très longtemps en Algérie non seulement les mentalités, mais les faits comme le déroulement des carrières puisque souvent un cocktail explosif et dissuasif composé d'un brin de savoir, d'un zeste de parcours académique et surtout d'une franche poignée de relations bien ancrées dans le sérail permettent de propulser les uns dans les «hautes sphères» et d'envoyer dans «les cordes» ces naïfs qui pensent et qui croient que les meilleurs diplômes académiques et les meilleures distinctions fussent-elles le Nobel leur ouvriront les portes d'une carrière bien remplie et amplement méritée.

Si les pouvoirs publics essayent aujourd'hui de remédier à une situation dramatique qui a provoqué le découragement et contraint à l'exil le meilleur de nos cadres, le syndrome continue cependant de sévir et d'exister sans occulter les dégâts collatéraux qu'il provoque souvent sans le savoir et sans le vouloir, notamment en termes d'image de notre pays à l'extérieur. Ainsi dans cer-

tains de nos médias télévisuels, l'image consternante que nous renvoient des émissions au contenu indigent déclamé par des «experts» au bord de la crise de nerfs en est actuellement l'illustration la plus parfaite.

A titre d'exemple, le déferlement de haine et de propos gratuits mais combien offensants entendus à l'occasion d'un mauvais résultat sportif (qui nous rappelle ce célèbre traquenard tendu à l'époque à un illustre écrivain) nous révèle qu'aujourd'hui et qu'en termes de critiques et de débats contradictoires (souvent peu contradictoires tant l'unanimité des opinions est souvent acquise entre copains avant l'émission), nous en sommes au no limits.

S'il est vrai que l'humanité recèle en son sein d'authentiques autodidactes devenus de grandes célébrités, cela est souvent dû à une grande intelligence, ces personnes disposant en général d'un exceptionnel quotient intellectuel inné que les circonstances de la vie ont contraint à se révéler sur le tard. Ces cas sont connus et ont contribué au développement et à l'enrichissement de disciplines aussi bien scientifiques qu'artistiques. Thomas Edison, Bill Gates, Steve Jobs, pour ne citer que ceux-là, ont abandonné leurs études pour se consacrer à des projets innovants qui leur ont permis de faire fortune parce qu'ils étaient surtout nés extrêmement intelligents.

D'autres autodidactes ont marqué l'histoire des arts et de la littérature par la production d'œuvres majeures. Mais ces situations restent exceptionnelles et ne sont pas aussi nombreuses qu'on pourrait le croire.

Et nul en l'occurrence ne peut prétendre être un autodidacte capable de «dicter son diktat» en la matière où d'affirmer et d'afficher sa maîtrise parfaite d'une discipline quelconque (dans les disciplines scientifiques, culturelles, médiatiques, sportives...) sans avoir au préalable contribué à son développement et à son enrichissement par une production pouvant justifier ce statut (livres, thèses, nouvelles théories scientifiques, brevets d'inventions...). Ainsi, les médias n'échappent pas eux aussi à cette règle et acquis académiques mais aussi prédispositions incontournables sont nécessaires pour prétendre pouvoir y exercer ses talents lorsqu'ils existent !

Selon le président du Comité national de la volaille
Les prix du poulet baissent

M. Aziza

Le marché de la volaille commence à connaître une certaine stabilité notamment en matière de prix, et ce, après avoir atteint un pic alarmant, le poulet ayant été vendu jusqu'à 600 DA le kilo. Le président du Comité national de la volaille, Said Habrih, a fait état d'un recul des prix de la viande blanche chez les détaillants, ces derniers jours. Une baisse de 25 à 30 %, a-t-il affirmé. Dans une déclaration faite au «Le Quotidien d'Oran», M. Habrih, a précisé que le poulet est cédé ces derniers jours, entre 420 et 440 DA le kilo alors que les prix oscillaient entre 600 et 620 DA le kilo, chez les détaillants. Il rassure en affirmant que le marché de la volaille maintiendra cette stabilité dans les jours

à venir avec une disponibilité de la viande blanche en quantités suffisantes. Mais, cette baisse, dit-il, risque de s'arrêter à ce niveau pour le moment, en raison du coût des aliments qui demeurent élevés. En précisant que ces prix se répercutent automatiquement sur les coûts de production pour les éleveurs. Le président du Comité national de la volaille dira qu'en dépit d'une légère baisse et les mesures prises par les pouvoirs publics, les prix des aliments de volaille demeurent élevés. En précisant que le prix du soja tourne autour de 8.000 DA le quintal. Alors qu'à une certaine époque, le quintal de soja et de maïs coûtait entre 3.500 DA et 4.000 DA».

Notre interlocuteur a précisé que la batterie de mesures décidées par les pouvoirs publics, notamment, celles relatives à l'octroi des

autorisations exceptionnelles d'importation de poules pondeuses, des intrants de la volaille, du poussin, atténuera à coup sûr, la pression sur le marché de la volaille. Mais, dit-il, l'idéal est d'arriver à identifier et trouver des solutions durables aux principaux problèmes qui entravent l'épanouissement de la filière. Et surtout assurer une meilleure coordination entre les acteurs et les départements chargés d'assurer une régulation satisfaisante des marchés.

Et d'ajouter que l'absence de données et de statistiques fiables, sur le niveau réel de la production, le nombre des éleveurs et acteurs de la filière pourrait compromettre ces opérations d'importation, qui sont heureusement «exceptionnelles». En citant le risque de se retrouver face à un surplus de production en

l'absence de données fiables, notamment sur le niveau de la production. Et d'affirmer que les mesures prises dans le cadre de la lutte contre la spéculation, par le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations ont entraîné une certaine réticence. Et certains acteurs de la filière ne veulent plus congeler le poulet par peur d'être considérés comme des spéculateurs. Tout en reconnaissant que les représentants de la filière sont parfois invités à des rencontres avec les autorités concernées, le président du Comité national de la volaille plaide pour plus de coordination entre le ministère de l'Agriculture, celui du Commerce et les acteurs de la filière pour assurer une certaine harmonie dans la régulation des marchés et aussi pour développer la filière.

Transition énergétique Un plan d'action tracé à l'horizon 2035

A. Z.

Il ne reste que des retouches à mettre en place pour accueillir le gotha du gaz à Alger, du 29 février au 2 mars, dans le cadre du 7^e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF). Dans ce contexte, le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a affirmé, samedi à Béchar, que les préparatifs pour cet important rendez-vous « se poursuivent normalement » sous la direction du Premier ministre, Nadir Larbaoui. « Tout sera fait pour que ce sommet soit une réussite totale sur tous les plans », a souligné le ministre dans une déclaration à la presse en marge des travaux de la rencontre nationale sous le thème « Energies renouvelables : opportunités de concrétisation de la transition énergétique », initiée par le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ). Dans son allocution prononcée à l'ouverture de cette rencontre, M. Arkab a affirmé que « le gouvernement s'inscrit pleinement dans la stratégie de la transition énergétique, à travers un plan d'action tracé à l'horizon 2035 portant sur l'exploitation des énergies renouvelables, en vue de rompre avec le modèle de production et de consommation énergétique basé essentiellement sur les hydrocarbures ». Précisant dans ce sens que « l'objectif visé par les autorités du pays dans le cadre de ce plan d'action est d'at-

teindre une puissance de production de 15.000 mégawatts d'énergie électrique à l'horizon 2035, à travers plusieurs centrales photovoltaïques localisées dans différentes régions du pays notamment celles de Béchar où il est prévu la réalisation de quatre (4) centrales du genre dans les communes de Kenadsa d'une capacité de production de 120 mégawatts, Abadla (80 mégawatts), en plus de Béni-Ounif et Lahmar avec une production chacune de 20 mégawatts ». Dans ce sillage, la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fazia Dahleb, a indiqué que l'Algérie compte développer sa stratégie nationale énergétique à travers le développement et l'utilisation des énergies renouvelables en application des décisions des hautes autorités du pays en matière de transition énergétique dans l'objectif de la mise en place d'un « prototype de développement économique fort ». Dans ce cadre, l'Etat a mis en place un programme national de développement des énergies renouvelables dans l'objectif de la production de 15.000 mégawatts d'énergie électrique photovoltaïque raccordés au réseau public de distribution d'électricité à l'horizon 2035 et 1.000 autres mégawatts hors du même réseau dans le cadre du développement durable local, confié à son département ministériel. Intervenant à cette occasion, le président du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha

Hidaoui, a affirmé pour sa part que la jeunesse était appelée à contribuer à relever le défi de la transition énergétique. « Les jeunes, dont les chercheurs et les porteurs de projets innovants dans le domaine énergétique, sont appelés à la mutualisation des efforts pour relever le défi de la transition énergétique », a souligné M. Hidaoui, tout en insistant sur « la contribution des jeunes, à travers les différentes innovations et créations scientifiques, à rendre l'exploitation des énergies renouvelables une réalité ». Au cours de cette rencontre nationale d'une journée à laquelle ont pris part plus de 150 participants dont des universitaires et des étudiants issus de plusieurs établissements de l'enseignement supérieur, le Commissaire aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique, le Pr Noureddine Yassaa, a mis en relief le rôle de son organisme dans le développement et la promotion des énergies renouvelables en Algérie. Initiée par le CSJ, cette rencontre visant à mettre en évidence les efforts déployés par l'Etat dans le domaine de l'exploitation et la généralisation des énergies renouvelables pour atteindre les objectifs de développement durable, a été marquée par la mise en place de cinq ateliers scientifiques s'articulant notamment autour du paysage énergétique, les défis énergétiques majeurs en Algérie, la valeur économique des énergies économiques et leur impact sur l'environnement.

Industrie gazière « Une place prépondérante sur le marché mondial »

El-Houari Dilmi

L'importance de la plateforme gazière de Hassi R'mel, fierté de l'Algérie, considérée comme l'une des plus grandes stations au monde, et occupant le devant de la scène en Afrique, a été soulignée, hier, par le Directeur régional du complexe Sonatrach à Hassi R'mel, Youssef Loucif. S'exprimant sur les ondes de la Radio nationale, Youssef Loucif a indiqué que la plateforme de Hassi R'mel « contribue grandement à faire de l'Algérie un partenaire fiable, et joue un rôle important dans l'assurance énergétique de l'Algérie, et répond aux besoins des clients aux niveaux local et mondial ». « La plateforme Hassi R'mel contribue au processus de transition énergétique souhaité par l'Etat algérien, prenant toujours en compte les applications du gaz en tant qu'énergie propre », a-t-il expliqué. Le Directeur régional de Sonatrach à Hassi Ramel a également indiqué que la date de découverte des premiers champs de Hassi R'mel remonte à 1956, avant d'entrer en production en 1961, suivie quelques années plus tard par le forage de dix puits dans la région de Hassi R'mel. Youssef Loucif a encore expliqué la production de trois produits principaux à Hassi R'mel, à savoir le gaz sec, le gaz de pétrole liquéfié et les condensats, enregistrant un taux de récupération compris entre 86 et 92% grâce à la technologie des stations de suppression de gaz connues sous le nom de « Boosting », une technologie activée dans le

projet « Boosting 1 » en 2004. L'invité de la Radio a précisé que le processus de production a été renforcé par l'entrée en production du projet « Usine Boosting 2 » en 2009, puis le lancement de la « Station Boosting 3 » en 2020. Le même responsable a révélé le début de l'étude du projet complémentaire, qui est la deuxième phase du projet « Boosting 3 », visant à augmenter la pression du gaz de 10 à 24 bars, puis de 24 à 57 bars, et ensuite de 57 à 102 bars, afin de « permettre à la région de Hassi R'mel de poursuivre la production à moyen et long terme », a-t-il expliqué. Youssef Loucif a également réaffirmé que l'Algérie s'est « toujours efforcée de maintenir sa position de partenaire fiable pour tous ses clients, en introduisant des technologies modernes qui aident le processus des unités économiques et des usines à fonctionner sans arrêt », louant « l'effort méritoire des 3.400 employés qui travaillent dans la région de Hassi R'mel, des enfants de l'Algérie, formés dans les écoles et les universités algériennes, de même que le haut niveau d'expérience qu'ils ont acquis est reconnu au plan international », a-t-il souligné.

NORMES D'HYGIÈNE ENVIRONNEMENTALE: UN ENGAGEMENT TOTAL

« L'Algérie accorde une « grande attention aux applications des énergies propres et à l'utilisation des dernières technologies », a encore indiqué le responsable de SH, précisant que l'Algérie a ratifié toutes les

lois internationales sur la préservation des personnes, des installations et du milieu environnemental d'une manière générale. L'Algérie « tient à son engagement, celui d'émettre zéro rejet dans l'environnement, ainsi qu'à réduire la pollution sonore en dessous de 65 décibels, en plus de sécuriser tout ce qui entoure les installations gazières, grâce à l'utilisation de systèmes de surveillance qui adoptent les dernières technologies ». L'hôte de la Radio a, par ailleurs, insisté sur la nécessité de « maintenir les niveaux de production de gaz en Algérie, de répondre aux besoins du consommateur algérien, mais aussi satisfaire les besoins des centrales électriques et ceux des usines algériennes, sans oublier nos clients étrangers », soulignant que « la meilleure preuve en est l'ensemble des projets que Sonatrach promet pour tenir ses engagements à proche et moyen termes, après avoir achevé toutes les études techniques sur les turbines à gaz fabriquées avec le partenaire italien, avec au bout du processus en cours le lancement de la deuxième phase du projet « Boosting 3 » à la fin de l'année 2026. S'agissant des perspectives de développement du secteur gazier dans la région de Hassi R'mel, Youssef Loucif a indiqué que « grâce à la bonne gouvernance de l'Etat algérien, plusieurs projets vont se matérialiser dans un proche avenir, tels que la production d'énergie solaire dans les bases de vie, ainsi que la préservation de l'environnement par la mise en place de stations d'épuration des eaux industrielles ».

Numérique Plus de 2700 huissiers de justice en formation à compter d'avril

Plus de 2700 huissiers de justice relevant de la chambre nationale des huissiers de justice bénéficieront, à compter d'avril prochain, d'une formation dans le domaine du numérique et autres nouveaux domaines tels que la conciliation, la médiation et la consultation, a affirmé samedi à Alger, le président de la Chambre nationale des huissiers de justice, Mohamed Redha Dahmri.

Dans son allocution lors d'un dîner en l'honneur des doyens de la profession d'huissier de justice, M. Dahmri a indiqué qu'après la fusion des professions d'huissier de justice et de commissaire priseur, les huissiers de justice sont ainsi investis de nouvelles tâches ce qui nécessite une formation continue, no-

tamment dans le domaine de la numérisation de la gestion des offices. Il a ajouté que les huissiers de justice seront encadrés par des enseignants universitaires de l'intérieur et de l'extérieur du pays et par des experts de l'Union internationale des huissiers de justice (UIHJ) qui seront chargés de former un groupe de formateurs algériens. Pour sa part, le président de la Chambre régionale des huissiers de justice du Centre, M. Aissani Fouad, a déclaré que cinquante huissiers de justice, ayant récemment pris leur retraite après avoir atteint l'âge de 70 ans, seront sollicités pour former les jeunes huissiers de justice. M. Aissani a également révélé que la Chambre régionale des huissiers de justice

du Centre procèdera cette année à la formation de plus de 1200 huissiers de justice dans le numérique. Il a, par ailleurs, souligné que l'année 2024 sera « celle de la formation pour les huissiers de justice qui, selon la nouvelle loi régissant la profession, ont qualité et la compétence exclusive de procéder aux prises et aux ventes aux enchères, ce qui nécessite une grande maîtrise du numérique ». Le directeur des affaires civiles et du sceau de l'Etat au ministère de la Justice, Ahmed Ali Salah a salué le rôle des anciens huissiers de justice dans la promotion de la profession soulignant que leurs expériences en la matière seront exploitées pour l'encadrement et la formation des jeunes huissiers de justice.

Enseignement supérieur Ouverture de 1.725 postes budgétaires au grade d'enseignant-chercheur

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a annoncé, dimanche dans un communiqué, l'organisation de concours de recrutement pour pourvoir à 1.725 postes budgétaires au grade d'enseignant-chercheur au titre de l'exercice 2024 et ce dans le cadre de l'encadrement pédagogique dans les établissements universitaires.

Ainsi, le ministère invite les personnes désirant accéder au grade de maître-assistant classe « B » à déposer leurs dossiers de candidature exclusivement via la plateforme numérique « Progres » sur le lien suivant: <https://progres.mesrs.dz/webrecrutement/>, note la même source.

« Le calendrier pour organiser le recrutement et/ou le concours sur titre pour accéder au grade de maître-assistant classe (B) dans les établissements universitaires a été fixé à compter de la communication d'une copie de l'arrêté ou de la décision d'ouverture de recrutement et/ou du concours sur titre auprès des services centraux ou locaux selon le cas, à l'autorité chargée de la fonction publique le 11 février en cours, le dépôt des dossiers de candidature via la plateforme numérique (Progres) entre le 27 février et le 18 mars et l'organisation de l'entretien avec les comités de sélection au niveau des établissements universitaires du 23 avril au 14 mai ». Quant aux procès-verbaux d'annonce des résultats définitifs des concours de recrutement, « ils seront établis entre les 15 et 28 mai et il sera procédé ensuite, après finalisation de toutes les procédures, à l'installation des candidats admis définitivement dans leurs postes le 7 septembre », ajoute le communiqué.

Chlef Deux morts dans le naufrage d'un bateau de plaisance au large d'El Marsa

Deux (2) personnes sont mortes par noyade suite au naufrage d'un bateau de plaisance samedi au large d'El Marsa (Chlef), alors qu'une troisième qui était sur la même embarcation a été sauvée, a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction de wilaya de la protection civile. Le chargé de communication auprès de cette direction, le commandant Tegar Sid Ahmed, a précisé, en se référant aux déclarations du survivant, que les victimes sont trois pêcheurs amateurs qui ont effectué une sortie en mer aux environs de 11h00 de la matinée de samedi. Vers 16h00, ils ont été surpris par des turbulences en mer ayant entraîné le renversement de leur bateau et la disparition en mer de deux (2) d'entre eux, tandis que le troisième a été secouru par un bateau de pêche se trouvant dans les environs, selon la même source.

"L'intervention des unités de la protection civile d'El Marsa a permis de prodiguer les soins nécessaires au survivant, avant son évacuation vers la polyclinique de la même commune", a souligné le chargé de communication. Le même responsable a souligné que les éléments de la protection civile sont intervenus, dimanche matin, au port commercial de Ténès, pour l'évacuation des corps des deux noyés, repêchés par les garde-côtes aux environs de 3h du matin, à près de trois (3) milles marins au nord de la plage de Messaâdia de la commune d'El Marsa. Les dépouilles des deux victimes, dont l'une est originaire d'Alger et l'autre d'El Marsa, ont été transférées à la morgue de l'établissement public hospitalier (EPH) "Zighoud Youcef" de Ténès. Une enquête a été ouverte par les services compétents pour déterminer les causes et circonstances de cet accident, a précisé la même source.

ANNABA

Saisie de cocaïne à l'aéroport

Une quantité de 344 grammes de drogue dure (cocaïne) a été saisie en possession d'un passager à l'aéroport Rabah Bitat d'Annaba, a-t-on indiqué dans un communiqué de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Le communiqué a précisé que l'opération a été menée en coordination avec la brigade de lutte contre le trafic de drogue de la sûreté de wilaya et les deux brigades des douanes et de la police des frontières à l'aéroport, ajoutant que le suspect âgé de 40 ans a été arrêté en possession de cette drogue ainsi que des outils de stockage de drogues dures et des sommes d'argent en devise issues de ce trafic.

Par ailleurs, les éléments du service régional de lutte contre le trafic illicite de drogues dans la région Est du pays dont le siège est à Annaba ont mis fin aux activités d'une bande criminelle spécialisée dans le trafic de psychotropes et saisi 16.800 comprimés, a-t-on indiqué



dans un communiqué de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. L'opération a permis d'arrêter cinq personnes âgées entre 30

et 53 ans membres de la bande qui activaient à travers plusieurs wilayas de l'Est du pays, a précisé le communiqué.

SOUK AHRAS

Formation aux premiers secours au profit des étudiants

Deux sessions de formation aux premiers secours ont été ouvertes samedi à Souk Ahras à l'initiative du Croissant rouge algérien (CRA) au profit d'étudiants de l'université Mohamed Cherif Messaadia et des formateurs.

L'objectif de ces formations dont le coup d'envoi a été donné par la présidente du CRA, Ibtiham Hamlaoui, est de parvenir à "l'efficacité et la célérité des interventions particulièrement en cas de sinistre", selon les organisateurs qui ont mis l'accent sur l'importance de ces for-

mations en milieu universitaire notamment à l'heure des changements climatiques. Des exposés sur les premiers secours et leur importance ont été donnés lors du lancement de ces formations en présence des autorités de la wilaya et de bénévoles du Croissant rouge tunisien à la veille de la commémoration des événements de Sakiet Sidi Youcef. Mme Hamlaoui a déclaré à l'occasion que la CRA aspire à atteindre l'objectif d' "un secouriste dans chaque foyer", assurant que l'organisation a élaboré depuis plus

d'une année une stratégie d'implication des étudiants universitaires dans le travail bénévole au travers de l'assistance psychologique et la formation à l'assistance familiale.

Selon les organisateurs, ces deux formations de deux jours se déroulent à l'université Mohamed Cherif Messaadia et la maison de la culture Tahar Ouettar. La présidente du CRA a aussi présidé l'opération de fourniture d'équipements médicaux aux salles de soins des deux mechtas Zelfa et Chegaga dans la commune frontalière de Heddada.

GUELMA

Des consultations en ophtalmologie au profit de 600 élèves

Au total, 600 élèves des trois paliers de l'enseignement ont bénéficié à Guelma de consultations médicales spécialisées en ophtalmologie au cours d'une journée médicale de wilaya sur la myopie organisée en coordination avec la direction de la santé et l'association des ophtalmologistes privés algériens (AOPA).

Les élèves bénéficiaires appartiennent à divers établissements scolaires des 34 communes de la wilaya et sont essentiellement issus de familles démunies des régions reculées, a précisé à l'APS Dr Fahd Beriche, chef du service prévention à la direction de la santé, en marge de la manifestation organisée vendredi au lycée Messaoud Chaalal du chef-lieu de wilaya de concert avec la direction de l'éducation dans le cadre du programme national de santé scolaire. Les listes des élèves atteints de problèmes

visuels ayant bénéficié de ces consultations ont été arrêtées par les unités de dépistage et de suivi (UDS) de la santé scolaire des communes de la wilaya, selon la même source qui a indiqué que les bénéficiaires de ces consultations sont des cas nouveaux qui n'ont pas été diagnostiqués auparavant.

Ces consultations ont concerné exclusivement les élèves souffrant de problèmes de vue de près ou de loin et n'ont pas inclus les autres problèmes ophtalmiques, a souligné le même cadre qui a indiqué que des ordonnances ont été établies aux concernés sur la nature de leurs problèmes et taux d'acuité visuelle en attendant la fourniture ultérieure de lunettes de vue adaptées. L'encadrement de cette journée a été assuré par 13 médecins spécialistes de plusieurs wilayas de l'association des ophtalmologistes privés algériens qui ont apporté

avec eux tout le matériel nécessaire pour ces consultations, a précisé Dr Fahd qui a relevé que les consultations se sont déroulées en présence des staffs médicaux, paramédicaux et administratifs des établissements publics de santé de la wilaya.

Cette initiative est la seconde du genre depuis début 2024. La première a eu lieu du 14 au 24 janvier et avait permis d'effectuer des consultations au profit de 200 élèves souffrant de problèmes de vue par les ophtalmologistes des établissements sanitaires de la wilaya, selon la même source.

Les parents des élèves bénéficiaires ont salué l'initiative, organisée un jour de fin de semaine permettant à leurs enfants de bénéficier de consultations spécialisées gratuites sans contraindre les écoliers à rater leurs cours, ni les parents à s'absenter de leur travail.

Algérie Télécom nous écrit

Faisant suite à la parution de votre article intitulé « des quartiers privés d'internet suite à des vols de câbles », publié à la page 06 de votre quotidien, daté du lundi 30 Janvier 2024, Algérie Télécom tient à vous apporter les éléments de réponse ci-après, que nous vous prions de bien vou-

loir publier. Nous portons à votre connaissance que le réseau de distribution de la localité de CHEBAITA MOKHTAR a subi une série de vols de câbles au niveau de plusieurs artères desservant lesquartiers de cette localité.

Consciente de l'importance de ces services pour les habitants de

CHEBAITA MOKHTAR, Algérie Télécom a immédiatement réagi en mobilisant l'ensemble de ses moyens humains et matériels pour remédier à la situation. Des équipes sont actuellement sur le terrain afin de réparer les dégâts et de rétablir la connectivité dans les plus brefs délais.

BOUMERDÈS

Le marché de véhicules de Tidjelabine reprend du service

Le marché national de véhicules d'occasion de Tidjelabine a repris officiellement son activité, samedi, après trois (3) années de fermeture. La réouverture de ce marché, qui s'est déroulée en présence du président de cette Assemblée populaire communale (P/APC), Bilal Khedidji et de représentants de commerçants et d'associations, a été marquée par une affluente notable de citoyens de différentes wilayas, venus acquérir ou vendre leurs véhicules. L'opération a bénéficié d'un bon encadrement sécuritaire, conjugué à une organisation des plus efficaces, a constaté l'APS. Le premier jour de cette reprise d'activité a vu l'entrée au sein de ce marché de plus de 2.500 véhicules, à partir de 6h00 de la matinée, ont indiqué les organisateurs. Selon le P/APC de Tidjelabine, cette réouverture intervient à la suite d'un appel d'offres public lancé mardi dernier, auquel ont répondu une dizaine de soumissionnaires, pour la location de cet espace pour une durée de trois (3) ans renouvelables. "Ce marché national, d'une capacité d'accueil de 2000 véhicules et remontant à 1985, reprendra du service comme auparavant, soit le samedi de chaque semaine", a-t-il ajouté. Selon M. Khedidji, la commune de Tidjelabine a procédé à la location de huit(8) ha de la superficie globale de ce marché estimée à près de 14 ha. "Le fon-

cier inexploité restant sera loué ultérieurement en vue de la création d'un marché hebdomadaire national de bétail et d'un autre marché national de gros", a-t-il fait savoir.

De nombreux visiteurs rencontrés sur place par l'APS, ont salué la décision de réouverture de ce marché de renommée nationale, connu dans le passé pour être la "Bourse des véhicules" du pays, comme rappelé par certains. Un avis partagé par les citoyens de Tidjelabine, qui se sont également félicités de cette reprise d'activité, synonyme pour eux, de revenus supplémentaires substantiels pour la commune, mais aussi de nouveaux postes d'emploi pour ses habitants et ceux des régions environnantes, en plus de la relance de différentes activités commerciales (restaurants, cafés et autres). Selon le P/APC Bilal Khedidji, ce marché a bénéficié, précédemment, d'une étude pour son réaménagement et son renforcement avec différentes prestations, laquelle (étude) se trouve toujours auprès des services concernés dans l'attente du financement de sa réalisation.

Parmi les recommandations émises par l'étude technique en question, une proposition d'élargir sa capacité d'accueil à plus de 5000 véhicules, outre la répartition du site en différents espaces, pour organiser le parage des véhicules et les services.

BLIDA

124 familles relogées

Cent vingt quatre (124) familles occupant des habitations précaires à Mouzaia et Chiffa, à l'ouest de Blida, ont été relogées, dimanche, dans le cadre du programme de résorption de l'habitat précaire, lancé par les autorités locales à la fin de l'année dernière, a-t-on appris des services de la wilaya.

Il s'agit de 106 familles qui occupaient des habitations précaires dans les cités "Namous", "Benaichouba Kaddour", et le Centre des personnes aux besoins spécifiques de Mouzaia, en plus de 18 autres familles de la cité "Ramli" de la commune de Chiffa, toutes bénéficiaires de logements publics locatifs (LPL) destinés

à la résorption de l'habitat précaire à la cité "Sidi El-Madani" de la commune de Chiffa, selon la même source.

Cette nouvelle opération porte à 523 le nombre de familles relogées à Mouzaia, depuis l'entame de ce programme de relogement en décembre dernier, ont ajouté les services de la wilaya, assurant la poursuite de l'opération "dans les prochains jours" jusqu'à l'éradication définitive de l'habitat précaire. Une fois libérées, les constructions précaires concernées ont été détruites, en vue de destiner leurs assiettes à l'implantation de nouvelles commodités et équipements publics.

ALGER

Un mort dans un accident de la route

Une femme a trouvé la mort, dimanche matin au niveau de la rocade Ben Aknoun - Dar el Beida, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile. Le sous-directeur des statistiques et de l'information à la Direction générale de la Protection civile (DGPC), Nassim Bernaoui a indiqué que les agents de la Protection civile "sont in-

tervenus, dimanche matin à 06h35, après avoir reçu un appel téléphonique faisant état d'une femme qui a été percutée dans un accident de la circulation au niveau de la rocade Ben Aknoun - Dar el Beida". Selon M. Bernaoui, "la dépouille de la victime, âgée de 79 ans, a été transférée à la morgue de l'hôpital local".

Horaires des prières pour Alger et ses environs

24 Rajab 1445				
El Fedjr 06h20	Dohr 13h02	Assar 15h54	Maghreb 18h19	Icha 19h40



Bir El Djir

Plusieurs rues libérées et des matériaux de construction saisis

K. Assia

Plusieurs trottoirs occupés illicitement ont été libérés par les services de l'APC de Bir El Djir lors d'une vaste opération d'assainissement de la voie publique pilotée par la daïra et la commune de Bir El Djir, au lieu-dit l'avenue Cuba. Cette campagne initiée en application des directives du wali d'Oran a ciblé des commerçants et des promoteurs immobiliers et des dizaines de sacs de matériaux de construction entreposés illicitement sur la voie publique ont été saisis par les agents communaux mobilisés pour l'occasion.

Cette opération lancée depuis des mois a vu la présence en plus du maire, des responsables du service de la voirie et aussi celui de l'urbanisme de la commune de Bir

El Djir et les services de la daïra. Elle intervient quelques jours après la campagne d'assainissement lancée par les mêmes services en collaboration avec la police de Bir El Djir et qui a permis l'enlèvement de 16 véhicules abandonnés sur la voie publique.

En effet, des directives ont été données par le wali d'Oran aux 26 APC de la wilaya pour libérer l'espace public et enlever tout objet ou matériau entravant la circulation piétonne ou automobile. Le mois dernier, 67 auvents installés illicitement et sans autorisation ont été démantelés par les services de l'APC de Bir El Djir. Ce travail mené en collaboration avec les services de la police a été précédé d'une opération de recensement de ces points noirs et plusieurs mises en demeure ont été adressées aux

commerçants pour se conformer à la réglementation en vigueur. Sur ce, les autorités locales ont mis en place, il y a quelques mois, une commission mixte composée de cadres des services de l'APC et de la daïra de Bir El Djir, de représentants de la direction du commerce et aussi des services de sécurité et ce avec pour but de lutter contre le commerce informel et l'occupation illicite des trottoirs. Cette commission a pour mission l'enlèvement des pancartes et les panneaux placardés sans autorisation, les bornes métalliques, les barrières et certains véhicules en panne et abandonnés sur la voie publique. Ceux-ci seront mis en fourrière. Autre mission de cette commission, le démantèlement des kiosques installés sans autorisation en plus de la verbalisation des contrevenants.

Exécutif de wilaya

L'état des cantines scolaires passé au peigne fin



J. Boukraa

La situation des cantines scolaires a été détaillée lors d'une réunion de l'exécutif tenue fin de semaine. Au cours de cette rencontre présidée par le wali plusieurs lacunes ont été soulevées, notamment la distribution de repas froid dans certains cas à cause du problème d'approvisionnement en gaz et le non-fournissement en quantité suffisante de mazout, en plus du non-respect du programme alimentaire et de la perturbation dans l'approvisionnement. Le responsable de l'exécutif a mis en garde contre toute négligence et a donné des instructions stric-

tes aux présidents des APC pour prendre en charge ces problèmes. Les cantines scolaires jouent un rôle crucial dans le développement éducatif des enfants, en garantissant une alimentation équilibrée et en créant un environnement propice à l'apprentissage et depuis janvier 2017, la gestion des cantines scolaires est revenue aux administrations communales après une période où elle était assurée par le secteur de l'éducation nationale.

Au cours de cette année scolaire, Oran a élargi son réseau de cantines scolaires. Au début de la nouvelle année scolaire, pas moins de 11 nouvelles cantines ont été ouvertes, prin-

cipalement destinées aux élèves du primaire. Cette expansion vient s'ajouter aux 54 cantines déjà en fonctionnement depuis l'année précédente dans diverses communes de la wilaya. Oran compte désormais plus de 400 cantines scolaires, témoignant de l'engagement envers la fourniture d'une alimentation adéquate aux élèves. L'une des avancées majeures de cette année est l'augmentation significative du nombre de repas chauds servis aux élèves. Le chiffre est passé de 98.000 repas l'année précédente à un total de 208.000 cette année pour un nombre total de près de 218.000 écoliers inscrits par la direction de l'éducation.

Délégation communale Akid Lotfi

Démantèlement des panneaux publicitaires anarchiques

J. Boukraa

Sous les directives des autorités locales, une vaste opération de libération des trottoirs des obstacles métalliques, des structures fixes, des panneaux publicitaires non autorisés et des espaces utilisés sans autorisation préalable a été menée avant-hier au niveau de la délégation communale Akid Lotfi.

Coordonnée par le service de l'hygiène et de l'assainissement, en collaboration avec la délégation communale, la cellule environnementale de la wilaya d'Oran et la police, cette initiative vise à restaurer l'ordre urbain, à promouvoir un environnement propre et à garantir que les installations publicitaires respectent les normes et les réglementations en vigueur.

Les autorités locales sont déterminées à préserver l'esthétique de la ville et à assurer la sécurité des citoyens. Cette démarche s'inscrit dans le cadre des efforts continus pour améliorer la qualité de vie des habi-

tants d'Oran et à faire de la ville un lieu accueillant, propre et conforme aux normes régionales et nationales.

Un nombre important de panneaux implantés illicitement a été éradiqué dans le but d'en finir définitivement avec cette anarchie urbaine qui a pris des proportions alarmantes et qui dure depuis des années.

Le non recouvrement des créances des espaces publicitaires a causé d'énormes préjudices financiers aux communes, alors que toute exploitation d'espace devrait générer de l'argent pour la commune. Depuis quelque temps, les services concernés affichent une grande volonté

pour mieux gérer ce dossier et renflouer les caisses de la commune. Ignorant les lois régissant le créneau publicitaire, certains opérateurs ne se sont jamais acquittés des taxes et droits relatifs à l'utilisation des biens communaux ou de l'espace public.

Il est aisé de constater que les retombées fiscales pour ces panneaux pourraient renflouer les caisses de la commune. Cette opération d'assainissement intervient suite aux instructions du wali. L'opération se poursuivra dans les différentes annexes jusqu'à l'enlèvement complet de tout affichage non autorisé afin d'organiser le secteur.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

ALAA Hamidia, 78 ans, Plateau
BOUHAITEM Abdelhafid, 42 ans, Haï Bouamama
MEHAOUDI Kada, 75 ans, Gambetta
KICHOU Med, 91 ans, Centre-ville

Horaires des prières pour Oran et ses environs

24 rajab 1445

El Fedjr 06h35	Dohr 13h17	Assar 16h12	Maghreb 18h37	Icha 19h57
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Plaine de M'leta (Oued Tlélat)

Extension de la superficie irriguée destinée aux céréales à 6.000 ha

La superficie irriguée destinée aux céréales sera étendue à 6.000 ha au niveau de la plaine de M'leta, située au sud de Oued Tlélat, a indiqué dernièrement la directrice des services agricoles Karima Amrani. Cette extension intervient après l'entrée en service des stations de traitement et d'épuration des eaux usées (STEP), sachant que la superficie irriguée de la wilaya est estimée à 13.000 ha, a ajouté la même responsable. Par ailleurs, une superficie de 40.000 hectares de terres agricoles a été consacrée à la céréaliculture dans la wilaya d'Oran, au titre de la campagne labours-semailles pour la saison agricole 2023-2024, lancée dernièrement depuis la ferme pilote «Si Miloud» dans la commune de Oued Tlélat. Cette superficie dédiée à la céréaliculture a connu une augmentation pour cette campagne, après avoir atteint 36.000 ha durant la saison écoulée, a indiqué à l'APS la directrice des services agricoles, lors de la cérémonie du coup d'envoi de la campagne labours-semailles, coïncidant avec la célébration de la 30^{ème} édition de la Journée nationale de la vulgarisation agricole et la Journée mondiale de l'alimentation.

Tous les moyens nécessaires pour la réussite de la saison agricole actuelle ont été mobilisés par la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) d'Oran, laquelle a fourni 32.000 quintaux de semences et d'engrais, a expliqué Mme Amrani, qui a relevé, dans le même sillage, que «la priorité sera accordée aux agriculteurs sinistrés (frappés par la sécheresse), dont le nombre a atteint 1.110 pour une superficie de 18.000 ha». Dans ce contexte, le directeur adjoint chargé des semences et de l'appui à la pro-

duction de la coopérative, Taïbi Ayoub, a assuré que, cette année, les agriculteurs sinistrés touchés, en raison du manque de pluies, de même que ceux qui dépendent des semences agricoles, ont été pris en considération, notant qu'il a été décidé d'augmenter la quantité de semences de 200%, ce qui dépasse les besoins de la wilaya. Ces agriculteurs seront indemnisés et recevront gratuitement les semences et les engrais et ce, en application d'une décision des pouvoirs publics, a-t-il souligné.

Cette coopérative a tracé un programme de relance de la culture des légumineuses, sachant qu'une superficie de 150 ha a été réservée, cette saison, pour la culture des lentilles et pois chiches. Une exposition de produits agricoles avait été organisée, à l'occasion, avec la participation de 30 exposants, mettant en valeur les différents produits et prestations fournies par certains établissements en lien avec le secteur agricole dans le domaine de la protection des végétaux, de l'assurance agricole et du soutien à l'investissement agricole.

Cette exposition, organisée sous le slogan «Innovation et technologies agricoles pour faire face aux effets du changement climatique», a été une occasion de plus pour inciter les agriculteurs à se lancer dans de nouvelles cultures entrant dans le cadre de l'agriculture industrielle, à l'instar du tournesol et du colza, a expliqué le secrétaire général de la Chambre d'agriculture d'Oran, Houari Zeddiam.

Cette exposition, à laquelle avaient pris part les autorités locales, a été organisée par la Chambre de l'agriculture et la Direction des services agricoles d'Oran.

A l'occasion du mois de Ramadhan

L'UGCAA appelle à éviter les comportements commerciaux négatifs

Le secrétaire général de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) Issam Bedrissi a appelé à Oran commerçants et industriels à baisser les prix et à éviter les comportements commerciaux négatifs à l'occasion du mois sacré de Ramadhan, en soutien au pouvoir d'achat du citoyen. Intervenant lors d'un colloque organisé à l'occasion du 67^{ème} anniversaire de la grève des huit jours, qui a vu la présence du ministre des Moudjahidine et Ayants droit, Laïd Rebigua, M. Bedrissi a indiqué que «les commerçants et les industriels, alors que nous nous approchons du mois sacré de Ramadhan, doivent faire preuve de compassion envers leurs frères, se tenir aux côtés de leur pays, en réduisant les prix, en préservant le pouvoir d'achat et en valorisant le produit national et sa commercialisation, en luttant et en contrecarrant les tentatives de créer des crises».

Le même intervenant a appelé les membres adhérents à l'UGCAA, notamment les commerçants, les industriels, les artisans et les presta-

taires de services, à «se mobiliser et coopérer avec les autorités pour lutter contre toutes les formes de corruption, notamment la spéculation, la contrebande, la fraude et la création de pénuries».

Il les a également appelés à «contribuer à organiser, assainir et approvisionner le marché avec tout ce dont le citoyen a besoin». M. Bedrissi a relevé que «les efforts de tous doivent être concertés en vue de renforcer la cohésion nationale, valoriser et conforter le front interne en vue de préserver la souveraineté politique et économique du pays». Il a également salué l'intérêt des pouvoirs publics à améliorer le climat des affaires et de l'investissement, en vue de garantir la sécurité alimentaire, la moralisation de la vie publique, selon les 54 engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Cette conférence a été organisée par l'UGCAA en collaboration avec le ministère des Moudjahidine et Ayants droit et du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations.

Le DGSN en visite à Oran

K. Assia

Le nouveau directeur de la Sûreté nationale, le contrôleur de police Ali Badaoui était avant-hier en visite à Oran où il a inspecté plusieurs unités opérationnelles de la sûreté de la wilaya. Une visite qui a permis au patron de la police nationale de s'enquérir de l'état de préparation de ces structures. Accompagné des cadres de la police, le DGSN a également procédé à l'inspection d'infrastructures sanitaires et aussi sociales dé-

diées à ce corps sécuritaire. Par ailleurs et lors d'une réunion avec les cadres régionaux de la police de l'Ouest, le contrôleur de police Ali Badaoui a exhorté les responsables de sûreté à poursuivre leurs efforts dans la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes notamment transfrontalière et de faire face à tout ce qui peut porter atteinte à la sécurité du citoyen. Il appelle également à redoubler la vigilance dans l'accomplissement de leurs missions et ce dans le strict respect des lois de la République.

TIARET

Arrêté pour spéculation
sur les céréales

Les unités du groupement territorial de la Gendarmerie nationale (GN) à Frenda ont arrêté un individu qui s'appropriait à détourner plus de 37 quintaux de céréales subventionnés de leur destination, selon un communiqué du même corps de sécurité.

Cette opération s'inscrit dans le cadre «de la lutte contre la spéculation illicite de produits subventionnés par l'Etat, et de leur détournement de leur destination», a précisé la même source, relevant que l'arrestation de cet individu est intervenue «suite à

des informations sûres parvenues aux unités du groupement territorial de la GN à Frenda, faisant état de quelques paysans ayant bénéficié de semences à titre gracieux, s'adonnant à des pratiques frauduleuses, à savoir, le détournement de ces produits de leur destination en les revendant à un courtier qui, à son tour, les revend pour générer des revenus financiers, ce qui constitue une opération de spéculation illicite, augmentant ainsi les prix de ces céréales à de très hauts niveaux».

Après «avoir mis en place un plan

et parachevé toutes les procédures légales, le dépôt de stockage des céréales a été perquisitionné et il a été procédé à la saisie de 19 quintaux de blé traité, 2,6 quintaux d'orge traité et 16 quintaux d'orge non traité», selon la même source, ajoutant que l'enquête a démontré que l'individu arrêté «se procurait ces semences auprès des coopératives de céréales et de légumineuses».

L'individu arrêté sera présenté devant le parquet compétent «dès le parachèvement de l'enquête», selon la même source.

Des promesses pour les agriculteurs



Une commission de wilaya composée de représentants des agriculteurs et de services financiers impliqués dans le développement de l'agriculture, a été créée dans la wilaya de Tiaret, dont la mission consistera à recueillir les préoccupations, les observations et les propositions en lien avec le secteur de l'agriculture.

L'annonce de la mise sur pied de cet organe de concertation a été faite par le wali de Tiaret, Ali Bouguerra, samedi lors de la cérémonie inaugurale des assises de l'agriculture, en présence de professionnels du secteur et du wali délégué de Ksar Chellla, Taoufik Daoudi, a-t-on indiqué.

L'objectif escompté à travers la création de cette commission, composée de différents acteurs du secteur et de responsables des institutions financières impliquées dans son développement, est «la recherche de solutions aux problèmes à l'échelle locale et de transmettre celles à portée nationale aux instances centrales», a déclaré le premier responsable de l'exécutif de wilaya de Tiaret.

A souligner que la première séance

de ces assises a été consacrée à la filière céréalière dont la wilaya de Tiaret est un des terroirs. Elle sera suivie par d'autres devant être consacrées chaque week-end, aux filières de l'arboriculture fruitière, des fruits et légumes et d'élevage de bétail. Dans son intervention, le wali de Tiaret a déclaré que «l'intérêt accordé au secteur de l'agriculture et les mesures de soutien mises en œuvre en faveur des agriculteurs, doivent se traduire sur le terrain, par un accroissement notable de la production», affirmant, dans le même contexte, que «les autorités locales veillent sur l'accompagnement des agriculteurs, à travers un travail de terrain continu recueillant leurs préoccupations et levant les contraintes auxquelles ils sont confrontés».

Il a, d'autre part, rappelé que «les efforts déployés sur le terrain ont donné lieu à la régularisation de plusieurs cas inhérents à l'accès à la concession agricole de gros investisseurs, outre le raccordement de pas moins de 4.20 exploitations agricoles au réseau d'électricité et l'accord de principe pour la régularisation de la situation foncière de

plus de 1.000 fellahs». De son côté, le président de la chambre d'agriculture de la wilaya de Tiaret, Larbi Abdi a valorisé l'initiative, indiquant dans cet ordre d'idées que cette démarche est appelée à définir une stratégie de travail pour le secteur et tracer des perspectives prometteuses pour sa relance d'une part, et trouver des solutions, au cas par cas, aux problèmes auxquels sont confrontés les agriculteurs.

Le secrétaire de la wilaya de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), Miloud Bahih a abondé dans le même sens, mettant en relief le souci des responsables locaux à offrir aux agriculteurs de la région les meilleures conditions pour l'exercice de leur activité.

A souligner que les interventions des fellahs présents dont le nombre a dépassé 150, ont été axées principalement sur la nécessité de généraliser les variétés locales des semences résistantes à la sécheresse, saluant la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune relative à l'indemnisation des agriculteurs affectés par les effets de cet aléa climatique.

de la jeunesse et des sports de la wilaya de Tiaret, avant de prendre les rênes du complexe omnisports «Kaïd Ahmed » de Tiaret jusqu'au début des années 2000. Durant sa riche carrière au service du mouvement sportif local, Aguid Djilali avait été président de la ligue de wilaya du sport universitaire et scolaire, et surtout un contemporain de grands

El-Houari Dilmi

Figure connue du grand public sportif et ancien cadre de la jeunesse et des sports, Aguid Djilali est décédé samedi après-midi à son domicile à l'âge de 81 ans des suites d'une longue maladie. Educateur de grande valeur, le défunt était parmi les meilleurs cadres de la direction

TLEMCEN

Une autre vie
pour l'œuvre de Dib

Khaled Boumediene

Le poète et traducteur, Hakim Miloud, a présenté, samedi, son œuvre de traduction en langue arabe de l'œuvre poétique complète du romancier et écrivain Mohamed Dib, à l'occasion du forum du livre organisé à la bibliothèque principale «Mohamed Dib» d'Imama. Dans son allocution à l'ouverture de cette cérémonie organisée en présence d'Amine Boudefla, directeur de la culture et des arts de la wilaya de Tlemcen et une pléiade de poètes et écrivains, le professeur des langues arabes de l'université de Mostaganem, Mohamed Khettab, a encensé Hakim Miloud devant un public nombreux, en parlant de son expérience de traducteur et de sa passion pour les œuvres de Mohammed Dib. «Cet écrivain ingénieux et prolifique au talent prodigieux est l'un des pères fondateurs de la littérature algérienne et maghrébine de langue française et ce, à l'instar de Kateb Yacine, Amrani...». Selon M.

Khettab, «cette traduction de Hakim Miloud s'inscrit dans le cadre de l'écriture de l'histoire culturelle de l'Algérie». Pour rappel, en 2019, cet éditeur avait publié un inédit de Mohammed Dib, à savoir, la pièce de théâtre «Le vœu de la septième lune» dans la collection des petits inédits maghrébins (PIM). En outre, l'orateur, a évoqué, le livre par lequel l'écrivain algérien Mohammed Dib s'est fait connaître, en l'occurrence, Ombre gardienne. «Ce recueil publié pour la première fois chez Gallimard en 1960, est celui d'une voix étrange et enveloppante, celui d'un regard soucieux et bienveillant qui s'adresse aux femmes, à celles du pays lointain, à celles qui connaissent un sommeil amer», a souligné le conférencier, en mettant en avant le texte du poète Mohammed Dib.

A noter que cette rencontre littéraire a été animée par le romancier Abdelwahab Benmansour qui a joué le rôle de médiateur lors du débat riche de cette séance.

EL BAYADH

L'électricité pour plus
de 200 exploitations
agricoles

Le réseau d'électrification agricole a été mis en service, en faveur de plus de 200 exploitations de la wilaya d'El Bayadh, a-t-on appris auprès de la direction des services agricoles (DSA). «Cette opération de développement, supervisée par la société de distribution de l'électricité et du gaz de Sonelgaz, en collaboration avec la DSA, a permis la réalisation d'un réseau électrique de plus de 190 km de long, touchant les exploitations agricoles à travers les communes d'El Kheiter, El Bayadh, Ghassoul, Kef Lahmar, Brizina, Boualem, Sidi Teifour et d'autres communes», a-t-on appris du service des statistiques agricoles et enquêtes économiques à la DSA.

L'opération, qui a nécessité une enveloppe financière estimée à plus de 560 millions DA,

entre dans le cadre de l'important projet de développement dont a bénéficié la wilaya pour le raccordement de plus de 4.400 exploitations agricoles recensées au réseau d'électricité, à travers les 22 communes de la wilaya.

La première phase concerne des travaux de raccordement de plus de 2.700 exploitations agricoles au réseau électrique pour un montant de 16 milliards DA, a-t-on indiqué, ajoutant que la longueur du réseau électrique qui sera réalisé est de 4.000 km.

Les autorités locales de la wilaya œuvrent, à travers ce projet, à l'accompagnement des agriculteurs et des investisseurs, en fournissant de l'électricité agricole pour booster le développement dans la wilaya, ainsi que des conditions d'investissement adaptées.

MOSTAGANEM

Un mort et 8 blessés
dans deux accidents
de la route

Une femme a trouvé la mort et huit autres personnes d'une même famille ont été grièvement blessées dans deux accidents de la circulation, survenus dans la nuit de samedi à dimanche dans la wilaya de Mostaganem, a-t-on appris auprès de la direction de wilaya de la protection civile.

Les unités de la protection civile sont intervenues pour porter secours et évacuer les victimes d'un accident, suite à une collision entre deux véhicules au niveau du chemin de wilaya CW 7, reliant les communes de Sayada et Kheireddine. Cet accident a causé la mort d'une femme (22 ans) et a fait cinq blessés à différents degrés de gravité, dont un enfant de 3 ans, qui ont été évacués aux ur-

gences médico-chirurgicales du CHU de Mostaganem, selon la même source.

Une heure plus tard, les unités de la protection civile sont à nouveau intervenues pour secourir et évacuer les victimes d'un autre accident de la route, suite au dérapage d'un véhicule qui a heurté un arbre de plein fouet au niveau du CW 24, à proximité du village de Ouled Hamou, dans la commune de Kheireddine. Lors du transfert des trois victimes de cet accident (âgées entre 28 et 32 ans), qui souffraient de multiples blessures, vers les urgences médico-chirurgicales, il s'est avéré qu'elles étaient des proches des victimes du premier accident et s'appropriaient à leur rendre visite, a-t-on indiqué.

On sait remédier au problème du droit d'auteur de l'IA

SEBASTOPOL, CALIFORNIE –

De manière imprévue et inconfortable, l'intelligence artificielle générative met à rude épreuve la loi actuelle sur le droit d'auteur. Le Bureau américain du droit d'auteur a récemment publié des directives indiquant que les productions de l'IA génératrice d'images ne sont pas protégées par le droit d'auteur à moins que la créativité humaine ne soit entrée dans les invites qui l'ont générée. Mais cela laisse un grand nombre de questions ouvertes : À quel point la créativité est-elle nécessaire ? Et est-ce le même genre de créativité qu'un artiste exerce avec son pinceau ?



PAR MIKE LOUKIDES¹
ET TIM O'REILLY²

1- Vice-président de la stratégie de contenu pour O'Reilly Media, Inc.*
2- Fondateur et PDG de O'Reilly Media, Inc.**

Un autre ensemble de cas traite de textes (généralement des romans et des romanciers), dans lesquels certains soutiennent que la formation d'un modèle sur du matériel protégé par le droit d'auteur constitue en soi une violation du droit d'auteur, même si le modèle ne reproduit jamais ces textes dans le cadre de sa production. Mais la lecture de textes fait partie du processus d'apprentissage humain depuis que le langage écrit existe. Alors que nous payons pour acheter des livres, nous ne payons pas pour apprendre de ces derniers. Comment s'y retrouver ? Que doit signifier la loi sur le droit d'auteur à l'ère de l'IA ? Le technologue Jaron Lanier propose une réponse avec son idée de dignité des données, qui distingue implicitement entre la formation (ou «l'enseignement») d'un modèle et la génération de résultats à l'aide d'un modèle. La première devrait être une activité protégée, soutient Lanier, alors que la production peut effectivement enfreindre le droit d'auteur de quelqu'un. Cette distinction est séduisante pour plusieurs raisons. Premièrement, la loi actuelle sur le droit d'auteur protège les «utilisations transformatrices... qui ajoutent quelque chose de nouveau» et il est tout à fait évident que c'est ce que font les modèles d'IA. En outre, ce n'est pas comme si les grands modèles de langage (GML) comme ChatGPT contenaient le texte intégral, disons, des romans fantastiques de George R. R. Martin, à partir desquels ils sont effrontément copiés et collés.

Le modèle est plutôt un énorme ensemble de paramètres – basé sur tout le contenu ingéré pendant la formation – qui représente la probabilité qu'un mot soit susceptible d'en suivre un autre. Quand ces moteurs de probabilité émettent un sonnet shakespearien que Shakespeare n'a jamais écrit, c'est transformateur, même si le nouveau sonnet n'est pas du tout bon. Lanier voit la création d'un meilleur modèle comme un bien public qui sert tout le monde – même les auteurs dont les œuvres sont utilisées pour le former. Cela le rend transformateur et digne de protection. Mais il y a un problème avec son concept de dignité des données (qu'il reconnaît pleine-

ment) : il est impossible de distinguer de manière significative entre «l'apprentissage» des modèles actuels d'IA et «la génération de production» dans le style, par exemple, du romancier Jesmyn Ward. Les développeurs d'IA entraînent les modèles en leur donnant de plus petits bits d'entrée et en leur demandant de prédire le mot suivant des milliards de fois, en ajustant légèrement les paramètres en cours de route pour améliorer les prédictions. Mais le même processus est ensuite utilisé pour générer la production et c'est là que réside le problème du point de vue du droit d'auteur. Un modèle incité à écrire comme Shakespeare peut commencer par le mot «to», ce qui rend un peu plus probable qu'il suive celui de «be», ce qui rend un peu plus probable que le mot suivant sera «or» – et ainsi de suite. Même ainsi, il reste impossible de reconnecter cette production aux données d'entraînement.

D'où vient le mot «or» ? Bien que ce soit le mot suivant dans le célèbre soliloque de Hamlet, le modèle ne copait pas Hamlet. Il a simplement choisi «or» parmi les centaines de milliers de mots qu'il aurait pu choisir, tous basés sur des statistiques. Ce n'est pas ce que nous, humains, reconnaitrions comme étant de la créativité. Le modèle maximise simplement la probabilité que nous, humains, trouvions sa production intelligible. Mais comment, alors, les auteurs peuvent-ils être indemnisés pour leur travail, le cas échéant ? Bien qu'il ne soit peut-être pas possible de retracer la provenance avec les chatbots génératifs actuels de l'IA, ce n'est pas la fin de l'histoire. Depuis la sortie de ChatGPT, les développeurs ont construit des applications sur la base des modèles de fondation existants. Beaucoup utilisent la génération augmentée de récupération (RAG) pour permettre à une IA de «connaître» le contenu qui ne figure pas dans ses données de formation. Si vous avez besoin de générer du texte pour un catalogue de produits, vous pouvez télécharger les données de votre entreprise, puis les envoyer au modèle IA avec les instructions suivantes : «Utiliser uniquement les données incluses dans cette invite dans la réponse.» Bien que la RAG ait été conçue comme un moyen d'utiliser des informations propriétaires sans passer par le processus de formation exigeant en travail et en informatique, elle crée aussi incidemment un lien entre la réponse du modèle et les documents à partir desquels la réponse a été créée. Cela signifie que nous avons maintenant la provenance, ce qui nous rapproche beaucoup plus de la réalisation de la vision de Lanier sur la dignité des données. Si nous publions le logiciel de conversion de devises d'un programmeur humain dans un livre et que notre modèle de langage le reproduit en réponse à une question, nous pouvons attribuer cela à la source originale et allouer les redevances de manière appropriée. La même chose s'applique-

rait à un roman généré par l'IA écrit dans (l'excellent) style de Sing, Unburied, Sing - de Ward.

La fonctionnalité «vue d'ensemble alimentée par l'IA» de Google est un bon exemple de ce à quoi nous pouvons nous attendre avec la RAG. Puisque Google dispose déjà du meilleur moteur de recherche au monde, son moteur de synthèse devrait être capable de répondre à une invite en exécutant une recherche et en alimentant les meilleurs résultats dans un GML pour générer la vue d'ensemble demandée par les utilisateurs. Le modèle fournirait la langue et la grammaire, mais il déduirait le contenu des documents inclus dans l'invite. Encore une fois, cela fournirait la provenance manquante. Maintenant que nous savons qu'il est possible de produire des résultats qui respectent le droit d'auteur et qui indemnisent les auteurs, les régulateurs doivent prendre des mesures pour tenir les entreprises responsables de leurs infractions, tout comme elles sont tenues responsables des discours haineux et d'autres formes de contenu inapproprié. Nous ne devrions pas accepter l'affirmation des principaux fournisseurs de GML selon laquelle la tâche est techniquement impossible. En fait, c'est un autre des nombreux défis éthiques et de modèle d'entreprise qu'ils peuvent et doivent surmonter.

De plus, la RAG offre également une solution au moins partielle au problème actuel des «hallucinations» de l'IA. Si une application (telle que Google Search) fournit à un modèle les données nécessaires pour construire une réponse, la probabilité qu'elle génère quelque chose de totalement faux est beaucoup plus faible que lorsqu'elle s'appuie uniquement sur ses données de formation. La production d'une IA pourrait donc être rendue plus précise si elle se limitait à des sources connues pour être fiables. Nous ne sommes qu'au tout début de cette approche. Les applications de RAG deviendront sans aucun doute plus stratifiées et plus complexes. Mais à présent que nous disposons d'outils pour retracer la provenance, les entreprises technologiques n'ont plus d'excuse quand on leur reproche d'enfreindre les droits d'auteur.

* L'auteur de System Performance Tuning (O'Reilly Media, Inc., 2002) et co-auteur de Unix Power Tools (O'Reilly Media, Inc., 2002) et Ethics and Data Science (O'Reilly Media, Inc., 2018).
** Professeur invité à l'University College London Institute for Innovation and Public Purpose et l'auteur de WTF? What's the Future and Why It's Up to Us (Harper Business, 2017).

Le financement de la planification familiale dans les pays à faible revenu

ADDIS ABEBA –

En tant que mère débordée de quatre enfants résidant dans un village éloigné de l'Éthiopie, Amina ne pouvait pas toujours se rendre à ses rendez-vous à la clinique médicale pour recevoir sa dose injectable d'un contraceptif. Aussi, lorsque Selam, une professionnelle de la santé à la clinique, lui a exposé toutes les options à sa disposition, Amina était ravie d'apprendre qu'on pouvait lui implanter un dispositif de contraception réversible agissant à longue durée qui la dispenserait de visites régulières.



PAR LIA TADESSE

Ministre de la Santé de l'Éthiopie

Selam a remarqué qu'un plus grand nombre de femmes optaient pour des implants à longue durée pour les mêmes raisons. Mais la clinique étant confrontée à une pénurie d'implants, elle s'inquiétait de ne plus avoir en stock des trousseaux de planification familiale qu'utilisaient des patientes comme Amina. Malheureusement, le cas de la clinique de Selam n'est pas unique : tous les centres médicaux du pays sont aux prises avec ces problèmes d'approvisionnement. Les Éthiopiennes ont de plus en plus recours à des services de planification familiale : la prévalence de la contraception au pays est passée de 8 % en 2000 à 41 % en 2019. Les autorités gouvernementales ont augmenté le financement de la planification familiale et se sont consacrées en priorité à l'élargissement de l'accès au niveau communautaire, employant 42 000 professionnels de la santé disséminés dans 18 000 postes sanitaires, ce qui a permis de réaliser des progrès remarquables. Or, l'approvisionnement en contraceptifs n'a pas suivi la cadence de cette demande grandissante. Le ministère de la Santé, qui offre gratuitement aux femmes comme Amina un vaste éventail de méthodes de contraception, connaît une pénurie à l'échelle du pays ainsi qu'un important manque de financement pour des produits de planification familiale. L'Éthiopie n'est pas la seule. L'an dernier, on enregistrait un déficit de financement de plus de 100 millions de dollars pour les contraceptifs dans les pays à faible et moyen revenu – un manque qui laissera des centaines de millions d'Éthiopiennes sans accès aux méthodes de planification familiale. Ceci

mènera inévitablement à des grossesses non planifiées, à des avortements dans des conditions insalubres et à une mortalité maternelle accrue. De plus, les obstacles pour combler ce manque de financement sont immenses. En Éthiopie et dans le monde entier, les autorités gouvernementales doivent concilier une liste de besoins sans cesse grandissante avec la réalité de budgets limités. La santé des femmes et des jeunes filles et particulièrement la planification familiale, sont trop souvent – voire trop aisément – mises en veilleuse dans les périodes difficiles, malgré les graves conséquences pour les femmes de se passer de moyens de contraception.

Même si je connais très bien les choix difficiles que les décideurs publics doivent faire, j'ai également constaté les immenses avantages cumulés lorsque les autorités gouvernementales demeurent attachées à la planification familiale. Ainsi, des études ont démontré que chaque dollar investi en planification familiale génère plus de huit dollars en rendement socioéconomique. Ceci est dû au fait que la baisse du taux de grossesses non planifiées fait en sorte que la mortalité maternelle et infantile diminue, qu'un plus grand nombre de jeunes filles vont à l'école et de femmes qui travaillent hors du foyer familial et que les familles deviennent plus résilientes et en meilleure santé. L'accès aux contraceptifs déclenche un cycle d'émancipation qui crée de la croissance économique et amène une prospérité générale. C'est pourquoi nous nous employons à adopter des stratégies novatrices de financement des soins de santé en Éthiopie pour tirer le maximum de nos ressources. Le but est de combler le manque de financement à court terme et d'augmenter la prise en charge nationale (et ainsi diminuer la dépendance sur les donateurs) à long terme. À cette fin, le ministère de la Santé et le ministère des Finances de l'Éthiopie ont signé un accord de pays avec le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) pour accroître le financement intérieur de la planification familiale graduellement et de manière durable, qui tire parti des aides initiales des donateurs. Une seconde structure de financement complémentaire nous permet désormais d'augmenter le financement

des produits de planification familiale par l'entremise d'un accord de partenariat signé entre l'État éthiopien, la fondation Bill & Melinda Gates, la fondation David et Lucile Packard, la fondation Susan Thompson Buffett, USAID Éthiopie et les Pays-Bas. Sur une période de trois ans, l'État éthiopien triplera son financement des contraceptifs et contribuera à un total de 11,1 millions de dollars au financement des produits de contraception, et les donateurs déboursent des sommes équivalentes. Il s'agit de l'investissement le plus important en planification familiale que l'Éthiopie a effectué en 20 ans et le financement collectif comblera près de 70 % du manque de financement estimé pour des contraceptifs. Fait à souligner, ces accords ont été conclus alors que l'Éthiopie subissait des conflits armés, des sécheresses et des inondations liées aux changements climatiques et des épidémies. Nous avons alors reconnu que la planification familiale était encore plus importante pendant les périodes difficiles. Les résultats positifs que nous avons obtenus témoignent de l'énorme potentiel de la collaboration, mais démontrent aussi qu'une hausse des investissements en planification familiale est possible, même dans des conditions économiques difficiles.

Bien sûr, l'approvisionnement adéquat de contraceptifs n'est sûrement qu'un des deux volets du diptyque. Pour améliorer la couverture de la planification familiale, nous devons continuer à élargir notre portée, consolider notre réseau de santé et donner les moyens aux Éthiopiennes d'obtenir les soins dont elles ont besoin. Cependant, s'employer à combler le manque de financement pour les contraceptifs est une première étape essentielle. Qui plus est, les progrès peuvent être réalisés lorsque les agences gouvernementales travaillent de concert – comme l'ont fait les ministères de la Santé et des Finances de l'Éthiopie – et entretiennent des relations porteuses avec les donateurs. Ensemble, nous pouvons accomplir ce qu'aucun d'entre nous ne peut réaliser séparément, tout en nous rapprochant de notre objectif commun d'une santé publique dirigée par des instances nationales.

Traduit de l'anglais par Pierre Castegnier

Combattre le populisme en investissant dans les localités laissées pour compte



CAMBRIDGE – Alors que les démocraties occidentales ne cessent de se polariser, les électeurs des petites villes ou des communes rurales sont régulièrement opposés à ceux des grands centres urbains. Si le phénomène n'est pas nouveau – et si d'autres facteurs affectent le comportement électoral –, la fracture entre urbains et ruraux est devenue l'un de principaux moteurs des guerres culturelles. Cette dynamique, où l'économiste Andrés Rodríguez-Pose voit, avec un certain sens de la formule, la «revanche des lieux qui ne comptent pas» suggère que l'actuelle montée du populisme traduit des disparités géographiques.



PAR DIANE COYLE

Professeure de politiques publiques à l'université de Cambridge, est l'auteur, pour son ouvrage le plus récent, de *Cogs and Monsters: What Economics Is, and What It Should Be* (Princeton University Press, 2021, non traduit)

Comment cette fracture est-elle parvenue à occuper une position dominante dans le discours et la vie politiques de tant de pays ? et que pouvons-nous faire pour la réduire ? Une partie de la réponse tient au basculement des structures économiques, qui a rendu plus lucrative la vie urbaine. Dans des économies contemporaines fondées sur la connaissance, où la valeur apparaît de plus en plus comme le produit de facteurs immatériels, le regroupement des citoyens dans des zones urbaines densément peuplées crée des effets positifs de propagation, et ce qu'on nomme des «économies d'agglomération», qui compensent les tracas de la vie en ville. Si les villes connaissent des concentrations d'emplois mal payés et des poches de pauvreté, elles attirent en leur sein les membres des professions libérales, les travailleurs intellectuels et les diplômés les mieux rémunérés.

Les bouleversements économiques des quinze dernières années – la crise de 2008-2009, l'austérité budgétaire, la pandémie de Covid-19, la crise de l'énergie et la poussée inflationniste de 2022 – ont accéléré cette tendance. Les personnes qui vivent dans des «lieux qui ne comptent pas» ont vu disparaître les emplois bien payés, ont vu les services publics se raréfier, et leurs perspectives économiques se dégrader rapidement. Vue sous cet angle, la réaction populiste n'est guère surprenante, moins encore si l'on considère que nombre de responsables politiques appartiennent aux prospères élites urbaines.

Pour répondre à ces multiples défaillances, à ces promesses avortées, mais aussi pour diminuer l'attraction des récits populistes, les pays occidentaux doivent revitaliser les petites villes et les collectivités rurales ; ils doivent aussi garantir un accès universel aux services publics essentiels. Mais ces actions doivent s'inscrire dans un effort plus vaste, national, de réunification des citoyennes et citoyens de tous les segments de la société autour d'une cause commune : le progrès du bien-être collectif.

Un récent rapport, que nous avons rédigé, Stella Erker, Andy Westwood, et moi-même, documente les disparités profondes dans l'accès des collectivités locales anglaises aux équipements essentiels – comme les bus, le haut débit, l'hôpital et l'enseignement supérieur – et propose des pistes pour faire revivre les petites villes et les zones rurales du Royaume-Uni en investissant dans les infrastructures fondamentales. Nous y spécifions aussi les infrastructures et les services, tant publics que pri-

vés, indispensables pour que les résidents puissent se rendre au travail ou à des rendez-vous chez le médecin, offrir à leurs enfants une éducation digne de ce nom, se maintenir en bonne santé et jouir d'une qualité de vie décente. L'effet redistributif de l'accès aux services et aux infrastructures publiques est plus important que celui de la fiscalité. Nous pouvons par conséquent fournir à toutes et tous les opportunités d'améliorer leur vie et celle de leur famille en garantissant l'accès aux services et aux infrastructures fondamentales.

S'il incombe aux pouvoirs publics de fournir services et infrastructures publiques, telles les routes, ou les ports, d'autres services essentiels, comme le haut débit, sont souvent du ressort d'entreprises privées. Pourtant, les infrastructures publiques connaissent depuis des décennies un énorme déficit financier, et les infrastructures privées sont de plus en plus fréquemment exploitées par des gestionnaires d'actifs et des détenteurs de capital-investissement, qui augmentent les frais d'utilisation, mais font des économies sur la maintenance. Tout cela s'est traduit par le sentiment, aujourd'hui répandu, que le progrès social et économique, au sens large, s'est arrêté à la fin du ^{xx}e siècle.

Les effets de ce récit-là sont corrosifs. Il est donc crucial de réinvestir dans l'avenir. Comme l'a notamment affirmé Robert J. Shiller, les récits positifs ont le pouvoir d'améliorer les résultats économiques. Un sentiment partagé d'optimisme peut revigorer le moral des acteurs économiques et alimenter la croissance du PIB.

C'est encore plus vrai dans les économies complexes d'aujourd'hui. Comme le remarque l'économiste Paul Seabright dans l'ouvrage publié en 2004 *The Company of Strangers*, les humains sont devenus de plus en plus interdépendants. La production économique se développe aujourd'hui dans des écosystèmes immenses et dispersés ; presque tous les objets que nous utilisons, de nos chemises à nos smartphones, sont faits avec des matières ou des composants provenant de nombreux pays. Beaucoup d'entre nous s'adressent, dans leurs achats en ligne, à des inconnus, des personnes, dont ils ignorent qui elles et où elles vivent, et le processus se déroule la plupart du temps sans accroc.

Mais la transition vers une économie immatérielle numérique a dévoilé la complexité et la fragilité de ces systèmes économiques. L'essor des services numériques dépendants des données nous a rendus de plus en plus interdépendants, d'où les effets de réseau, c'est-à-dire le conditionnement des gains individuels par les actions d'autrui. Il suffit, pour s'en rendre compte, de considérer une plateforme de covoiturage : plus il y a de chauffeurs, plus les usagers en bénéficient, et vice versa.

Au bout du compte, ce qui justifie de donner la priorité aux intérêts collectifs d'un pays sur les profits est avant tout politique, car l'avenir des sociétés profondément divisées, comme le sont les nôtres, est souvent triste. Il y a néanmoins un argument économique pour investir dans les services publics et les infrastructures sur lesquelles ils s'appuient. Dès lors que nous comprendrons qu'un sentiment d'optimisme partagé et une confiance élémentaire dans les chances de mobilité sociale ont la capacité d'alimenter la croissance économique, nous pourrions réparer les dégâts économiques des vingt dernières années. Un pays qui néglige les «lieux qui ne comptent pas» risque de se condamner lui-même à l'insignifiance.

Traduit de l'anglais par François Boisson

Accélérer le vaccin contre la fièvre de Lassa

LONDRES – La pandémie de COVID-19 a sans doute révélé la vulnérabilité des réseaux de santé mondiaux, mais elle a surtout amené avec elle des réalisations vraiment impressionnantes : la mise au point et la production de vaccins salvateurs, et ce, beaucoup plus rapidement qu'auparavant. Alors que l'attention se porte sur d'autres problèmes de santé publique, il faut mobiliser ces technologies et appliquer les enseignements tirés de la pandémie pour combattre d'autres maladies mortelles qui exigent une réponse urgente. L'une de ces maladies, la fièvre de Lassa, a fait des ravages dans les pays d'Afrique de l'Ouest depuis plus de 50 ans, et il n'existe toujours pas de vaccin pour empêcher sa propagation.



PAR OYERONKE
OYEBANJI

Directrice des politiques et des partenariats de la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies, est une candidate au doctorat à la London School of Hygiene and Tropical Medicine

Des projets sont déjà en marche pour protéger les collectivités contre ce fléau, qui cause une fièvre hémorragique et provoque la mort de 5 000 personnes sur les centaines de milliers de personnes infectées chaque année en Afrique de l'Ouest. La Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies (CEPI) a investi dans six vaccins expérimentaux contre la fièvre de Lassa, quatre d'entre eux sont parmi les premiers dans le monde à être entrés dans la phase des essais cliniques. En collaboration avec les autorités du Nigeria, du Bénin, de la Guinée, du Liberia et de la Sierra Leone, la CEPI a également mené une étude épidémiologique dans plusieurs pays qui aviseront les essais cliniques futurs.

Or ces initiatives nécessitent le même degré de collaboration et d'investissement intersectoriels sous-tendant les résultats positifs des vaccins

contre la COVID-19. Ceci implique un financement et un engagement durables des secteurs public et privé, des milieux universitaires et des organismes philanthropiques dans les pays affligés par cette maladie. Il est vital de renforcer les systèmes au sein des États en mesure de distribuer le vaccin une fois celui-ci agréé. L'engagement au niveau national est essentiel, mais les autres parties prenantes peuvent également jouer un rôle déterminant dans l'encadrement des efforts de recherche et développement.

À un niveau plus granulaire, l'utilisation révolutionnaire de la technologie des vaccins à ARN messager pour immuniser contre la COVID-19 a ouvert de nouvelles possibilités qui pourraient être explorées pour prévenir la fièvre de Lassa. Outre leur potentiel de développement rapide, les vaccins à ARNm offrent plusieurs autres avantages, comme une stabilité accrue et une mise à l'échelle plus facile, un risque réduit de contamination et une capacité d'adaptation pour combattre les nouvelles variantes ou souches. Même si l'abordabilité et l'accessibilité demeurent problématiques, la contribution potentielle de ces nouvelles technologies à la lutte contre la fièvre de Lassa ne peut être ignorée. S'il est vrai qu'il faut reconnaître les avantages potentiels des technologies à ARNm, il faut toutefois pousser plus loin l'enquête et la recherche pour faire une évaluation complète de sa faisabilité et de son efficacité dans la lutte contre la fièvre de Lassa.

D'autre part, les essais des vaccins contre la COVID-19 ont démontré l'importance de la collaboration et d'une planification minutieuse. Le même niveau de rigueur doit être appli-

qué aux essais cliniques pour les vaccins contre la fièvre de Lassa, qui doivent être testés dans des régions où la maladie est endémique pour recruter assez de participants. Il est primordial que les vaccins expérimentaux soient sûrs, efficaces et inclusifs. En investissant dans des essais cliniques rigoureux, on peut garantir que les vaccins satisfont les normes nécessaires pour gagner la confiance du public.

La vaste disparité dans l'accès aux vaccins des pays riches et moins nantis pendant la pandémie a fait ressortir le besoin d'infrastructures sanitaires mondiales plus solides. S'il est vrai que l'initiative COVAX a été fondée pour élargir l'accès pour les pays démunis, la distribution mondiale des vaccins demeure une tâche complexe. Pour garantir un accès équitable à un vaccin contre la fièvre de Lassa, il faudra mettre au point des mécanismes efficaces de distribution et mettre en priorité les collectivités les plus atteintes et les plus vulnérables.

Il s'agit ici d'une obligation morale. Les États, les organismes internationaux et le secteur privé doivent travailler de concert pour renforcer les infrastructures locales, pérenniser les chaînes logistiques et investir dans les réseaux et les effectifs médicaux. Sans ces efforts, le risque est grand que ceux qui en ont le plus besoin soient encore laissés pour compte, perpétuant les inégalités révélées par la pandémie. Comme on a pu l'observer avec la COVID-19, la communication au public et sa mobilisation jouent un rôle déterminant dans le succès d'une campagne d'immunisation et la désinformation peut entraver les efforts pour combattre les ma-

ladies infectieuses. Des informations claires et précises sur la sûreté et l'efficacité des vaccins, adaptées au contexte de chaque pays ou région, sont essentielles pour renforcer la confiance du public. En insistant sur la sensibilisation du public et la mobilisation des responsables communautaires, des effectifs médicaux et des autres parties prenantes, il est possible d'améliorer la probabilité d'une adoption rapide et étendue lorsqu'un vaccin contre la fièvre de Lassa sera distribué.

Les pays d'Afrique de l'Ouest doivent prendre un rôle actif dans la mise en œuvre du programme de développement et de passation de marché du vaccin contre la fièvre de Lassa au lieu d'attendre passivement des solutions. Ils peuvent contribuer au financement, à la collecte des données et aux ressources nécessaires à la création de cet outil essentiel pour la protection de collectivités vulnérables et la consolidation de la sécurité sanitaire de la région. En outre, les pays doivent prendre les devants en examinant leurs stratégies de déploiement du vaccin et les données nécessaires pour éclairer leurs décisions. Une planification rigoureuse et la détermination des principaux facteurs, notamment les populations cibles, les canaux de distribution et les considérations logistiques peuvent contribuer à optimiser le processus de mise en œuvre dès qu'un vaccin est mis en circulation.

Les enseignements tirés de la pandémie de COVID-19 et le succès des efforts collaboratifs peuvent servir de source d'inspiration, mais aussi de guide pour les décideurs de ces pays. Ils ont une occasion sans précédent de protéger leurs populations et de démontrer l'efficacité de la mobilisation de la population et des dirigeants locaux dans l'orientation des initiatives de santé mondiale. S'ils y parviennent, le monde sera plus prêt d'un avenir où les vaccins sont largement acceptés et facile à administrer dans la lutte contre toutes les maladies infectieuses.

L'opinion exprimée par cet article n'est pas nécessairement celle de la CEPI.

Traduit de l'anglais par Pierre Castegnier

Coupe d'Algérie (32^{èmes} de finale) Hydra AC crée la sensation

La deuxième partie des 32^{èmes} de finale de la coupe d'Algérie n'a pas donné lieu à de grandes surprises. La hiérarchie a été une nouvelle fois respectée avec la qualification de la plupart des clubs de l'élite et de la Ligue 2. La JS Saoura a facilement composté son billet pour les 16^{èmes} de finale après avoir logiquement disposé du CRB Bougtob, sociétaire de la Division Inter régions. A Oran, l'exploit n'a pas eu lieu pour le SCMO qui a été éliminé chez lui par l'ES Mostaganem, avec un 3 à 0 net et sans bavure. Pour sa part, le MO Constantine a crucifié l'Itihad Bouhenni (Inter Régions) pour oublier ses déboires en championnat. De son côté, l'USM Khenche-

la a bien exploité la venue du WA Boufarik pour arracher sa qualification au prochain tour à la faveur de son éclatante victoire par 4 à 0. De son côté, le Mouloudia d'Oran, renforcé par ses recrues, est parvenu à sortir une vieille connaissance, à savoir le CR Beni Thour, avec à la clé un doublé du nouvel attaquant Boussalem, transfuge de l'US Biskra. C'est le cas de l'US Biskra qui a atomisé l'ASB Bordj Ghedir et validé son billet pour les 16^{èmes} de finale. Le WA Tlemcen, lui, a dominé son homologue de l'USM Blida et poursuivra son aventure en coupe. Hydra AC, club de la Régionale, a créé une belle sensation en allant à Sour Ghozlane damer

le pion à l'ESG de la Ligue 2. «Dame Coupe» a également souri à l'IS Tighenif et le CR Zaouia qui ont réussi à remporter les chocs de l'Inter Régions face respectivement à la JS El Biar et le CRB Adrar. Enfin le team de Guir Abadla a disposé du MB Rouissat qui s'est incliné à domicile, alors que le CA Batna a atteint son objectif après avoir éliminé l'ES Bouakal. En attendant le reste des rencontres, les quarts de finale nous proposent de belles affiches entre sociétaires de l'élite. Le Paradou AC recevra le MC Oran et l'ASO Chlef retrouvera l'US Biskra sans pour autant oublier les retrouvailles entre le CA Batna et l'USM Annaba.

M. Z.

Equipe Nationale (U20) Fin du stage de préparation à Oran



La sélection algérienne des moins de 20 ans (U20) a bouclé son stage de préparation entamé le 28 janvier au Village Olympique d'Oran, en prévision des prochaines échéances officielles, a indiqué la Fédération algérienne de football.

En clôture, les jeunes «Verts» ont

disputé un match d'application contre la réserve du MC Oran, a précisé la FAF, soulignant que «le principal objectif du sélectionneur national, Yacine Manaa, était d'évaluer le degré d'assimilation des joueurs par rapport au travail effectué pendant le stage».

En dehors du résultat de la con-

frontation, le coach national U20 s'est montré «satisfait de ce que l'équipe a produit sur le terrain», appréciant «l'application des consignes». Le stage à Oran a également été une opportunité pour améliorer le travail défensif, en réponse aux lacunes identifiées lors du Tournoi UNAF de Tunis. Le sélectionneur souligne que des progrès sont visibles et que si l'équipe parvient à réunir trois à quatre joueurs de qualité à chaque regroupement, elle pourrait arriver en octobre avec une équipe compétitive. Pour rappel, la sélection algérienne des moins de 20 ans avait pris part en novembre 2023 au tournoi de l'UNAF de la catégorie. Elle avait concédé quatre défaites en autant de matchs, terminant à la 5e et dernière place au classement. Le titre est revenu à la Tunisie, grâce à sa victoire face à l'Egypte (4-2).

Inter-Régions (Ouest) Le MC Saïda interdit de recrutement

Le MC Saïda, leader du championnat inter-régions (Groupe Ouest) est interdit de recrutement au cours du présent mercato hivernal, a-t-on appris auprès de la direction du club. Selon Belahcene Belahzil, le président du directoire qui gère les affaires du club depuis l'été dernier, «des dettes envers d'anciens joueurs et entraîneurs ont joué un mauvais tour à l'équipe au moment où cette dernière a encore besoin de renfort en vue de réaliser son objectif qui est de retourner vite en deuxième

palier». Il faut dire que même si le MCS, qui a rétrogradé en troisième division à l'issue de l'exercice dernier, n'était pas confronté à cet obstacle, le club aurait trouvé des difficultés énormes pour renforcer son effectif lors de ce mercato, a encore avoué son premier responsable. «Pour cause, une situation financière délicate, vu que le MCS n'a aucune source de financement, ce qui risquerait de fausser ses plans dans la course à l'accession», poursuit-il. A cet effet, le même responsable a lancé un appel aux autori-

tés locales pour aider le «Mouloudia», dont le compte bancaire est bloqué, tout en espérant bénéficier de l'apport d'opérateurs économiques dans le cadre de contrats de sponsoring. Après 12 journées de championnat, les «Vert et Rouge» du Mouloudia de Saïda dominent leur groupe Ouest avec 31 points, devançant de deux longueurs le dauphin, l'IRB El Kerma, alors que le WA Tlemcen complète le podium avec 21 points, sachant que seul le premier accèdera en Ligue 2 en fin de saison.

Handball La Super coupe et le Championnat d'Afrique des clubs en Algérie

La Confédération africaine de handball a dévoilé le programme des compétitions interclubs africaines prévues en 2024, dont la 31e édition de la Super coupe d'Afrique (messieurs et dames) et le 40e Championnat d'Afrique des clubs vainqueurs de coupe programmés en Algérie. Selon le programme de la CAHB, la 31e édition de la Super coupe d'Afrique (messieurs et dames) se tiendra les 14 et 15 avril 2024, alors que 40e Championnat d'Afrique des clubs vainqueurs de coupe se déroulera les 18 et 19 avril 2024. La troisième compétition interclubs, à savoir, le Championnat d'Afrique des clubs champions, la 45e édition se dis-

putera du 17 au 26 octobre au Cameroun. Pour les sélections nationales (seniors), les 13es Jeux Africains auront lieu du 13 au 22 mars au Ghana, alors que la 26e édition du Championnat d'Afrique des nations féminin se dérou-

lera du 27 novembre au 7 décembre en RD Congo. Chez les petites catégories, la Tunisie accueillera le 31e Championnat d'Afrique juniors garçons du 9 au 16 septembre, suivi de celui des cadets du 19 au 26 septembre.

Programme des compétitions africaines en 2024

13 au 22 mars : 13es Jeux Africains au Ghana
14 au 15 avril en Algérie : 31e Super coupe d'Afrique Hommes et Dames
18 au 28 avril en Algérie : 40e Championnat d'Afrique des Clubs Vainqueurs de Coupe
09 au 16 septembre en Tunisie : 31e Championnat d'Afrique des Nations Juniors Masculins
09 au 26 septembre en Tunisie : 20e Championnat d'Afrique des Nations Cadets Masculins
17 au 26 octobre au Cameroun : 45e Championnat d'Afrique des Clubs Champions
27 novembre au 07 décembre en RD Congo : 26e CAN Seniors Dames

France : Farid El Melali offre la victoire au SCO Angers

Farid El Melali a été l'artisan de la victoire de son équipe à domicile face à Rodez. En effet, l'attaquant algérien a confirmé son statut en inscrivant son septième but de la saison. Les visiteurs étaient les premiers à ouvrir le score dès la 4', mais Angers a égalisé à la dernière minute du temps réglementaire de la première pé-

riode, score à la mi-temps 1-1. Angers a pris l'avantage dès le retour des vestiaires par Farid El Melali, ce dernier et d'une belle reprise de volée, fusille le portier adverse pour inscrire son 7e but en Ligue 2 BKT. Un but important pour son équipe qui a remporté les trois points et conforte sa place de leader avec 46 points.

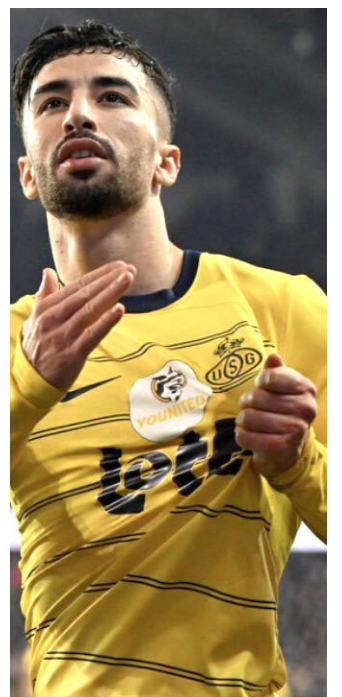
Belgique : Kadri passeur dans la victoire de Courtrai

Titulaire au milieu de terrain avec Courtrai, Abdelkabar Kadri était décisif sur l'unique but de son équipe face à Charleroi. Le match était équilibré avec une petite domination de l'équipe locale, une domination qui a fini à se concrétiser par un but de l'attaquant Davies, ce dernier a profité d'un beau travail et d'une passe décisive de Kadri. La deuxième

période a été plus pour Charleroi qui était pénalisée par l'absence de Zorgane, blessé pour trois semaines, les Zèbres voulaient marquer un but et a eu quelques occasions notamment par Benbouali, mais le dernier geste n'était pas au rendez-vous. Score final 1-0 pour Courtrai qui fait un excellent début de deuxième moitié de saison.

16e but d'Amoura

Comme à son habitude, Mohamed Amine Amoura a de nouveau frappé avec l'Union lors du déplacement à Genk. L'international algérien n'a pas manqué l'occasion pour marquer une nouvelle fois et offrir trois points à son club. L'Union s'est procurée plusieurs occasions en première période mais le gardien adverse a retardé l'échéance. A la reprise, l'Union a continué sa domination sur l'équipe locale et a réussi à ouvrir le score à la 67' par l'inarrêtable Amoura. Sur un coup franc de Puertas, l'ancien de l'ES Sétif a coupé le ballon au premier poteau de la tête pour inscrire son 16e but en championnat cette saison, un but important synonyme de trois points à l'Union sur le terrain Genk.



Judo / Grand Slam de Paris 2024 Les Algériens fixés sur leurs adversaires

Les trois judokas algériens engagés au Grand Slam de Paris actuellement en cours dans la capitale française sont fixés sur leurs adversaires, au moment où leur compatriote Dris Messaoud, qui devait concourir dans la catégorie des moins de 73 kilos s'est finalement retiré de la compétition, pour des raisons qui pour l'heure restent inconnues. Le jeune Oranais a été exempté du premier tour dans la Poule (A) des moins de 73 kilos, où il devait débiter directement au deuxième tour, contre le Saoudien Abdullah Hamad, qui lui aussi a été exempté du premier tour. Finalement, Dris Messaoud s'est retiré de la compétition au tout dernier moment, pour des raisons qui pour l'heure n'ont pas été dévoilées par la Fédération algérienne de judo (FAJ).

Belkadi Amina qui a été exemptée elle aussi du premier tour dans la Poule (D) des moins de 63 kilos, débitera directement au deuxième tour, contre la Cubaine Maylin Del Toro Carvajal, qui elle aussi a

été exemptée de ce premier tour. Pour sa part, Mustapha Yasser Bouamar a été versé dans la poule (A) des moins de 100 kilos, où il débitera au premier tour, contre le japonais Araï Dota.

Enfin, la dernière représentante algérienne dans ce prestigieux tournoi international sera Sonia Asselah, qui a été versée dans la Poule (B) des plus de 78 kilos, où elle débitera au premier tour, contre la Française Anne Fatoumata Bairo.

Selon les organisateurs, 621 judokas (365 messieurs et 256 dames) représentant 107 pays des cinq continents prennent part à ce tournoi, qui met en jeu un nombre considérable de points dans la perspective d'une qualification aux prochains Jeux Olympiques d'été. Avec 56 judokas engagés (28 messieurs et 28 dames), la France sera le pays le mieux représenté dans ce tournoi (2-4 février), au moment où certaines nations comme le Niger, le Pérou et Maurice n'ont engagé qu'un seul judoka.

Encore un miracle pour la Côte d'Ivoire !



Par Emmanuel Barranguet

Dominée par le Mali, réduite à dix, menée, la Côte d'Ivoire a encore une fois forcé son destin (2-1 a.p.) à la dernière minute de la prolongation, samedi à Bouaké, pour se qualifier pour la demi-finale de la CAN contre la RD Congo.

Et Oumar Diakité a fait exploser le stade de la Paix, tout d'orange paré : sa talonnade sur une frappe de Seko Fofana a abattu les «Aigles» du Mali, qui n'ont pas profité de leur supériorité technique. C'est le mental qui a gagné.

Le cuir des «Eléphants» semble inattaquable. Ils avaient déjà égalisé à la 90e minute par Simon Adingra, alors qu'ils jouaient à dix depuis la 44e minute et le second carton jaune pour Odilon Kossounou, fautif sur Lassine Sinayoko qui filait vers le but.

Sur son premier avertissement, le défenseur de Leverkusen a coûté un penalty, mais Yahia Fofana a arrêté le tir d'Adama Noss Traoré (17), un premier signe fort du mental des Ivoiriens.

La frappe pleine lucarne de Nene Dorgeles (71) aurait pu les décourager, mais ils se sont rués en attaque, même à dix.

Les Eléphants ont déjà survécu

Diakité a mis «la joie au coeur de 30 millions d'Ivoiriens»

Oumar Diakité est «fier et heureux» d'avoir mis «la joie au coeur de 30 millions d'Ivoiriens» en marquant à la dernière minute de la prolongation le but qui envoie la Côte d'Ivoire en demi-finale de la Coupe d'Afrique, samedi à Bouaké.

Q: Comment expliquez-vous ce renversement de situation ?

R: «Après ce genre de match, il n'y a pas vraiment de choses à expliquer, ce ne sont que des émotions. Le carton rouge (d'Odilon Kossounou) a rendu la tâche encore plus difficile, on a fait preuve de beaucoup de mental, on s'est fait mal, on a bossé, on a couru, on a fait des efforts, et on est allé chercher le deuxième. Quand le Mali a manqué le penalty on a tous eu cette

à un premier tour complètement raté, avec la rousste 4-0 contre la Guinée Equatoriale, à deux jours sans savoir s'ils étaient qualifiés parmi les meilleurs troisièmes, et à une séance de tirs au but contre le tenant du titre sénégalais (1-1, 5 t.a.b. à 4), où ils avaient déjà égalisé dans les dernières minutes.

- «QUE DES ÉMOTIONS» -

Emerse Faé a donc 100% de réussite en tant que N.1 sur le banc: deux matches, deux qualifications, depuis qu'il a pris la succession de Jean-Louis Gasset, dont il était l'adjoint, après le camouflet équato-guinéen.

Le débutant de 40 ans n'est pas resté inactif, revenant sur ses choix initiaux, qui n'ont pas payé. Cette fois les «grognerds» Serge Aurier, Max Gradel et Jean-Michaël Séri ont été décevants.

Séri perd la balle qui entraîne la faute de sur Lassine Sinayoko qui lui vaut un second jaune (44). Le défenseur central était déjà fautif sur le même joueur, auteur de trois buts à la CAN.

Aurier est sorti à la pause, rincé, et Wilfried Singo, son remplaçant, a amené du peps, n'hésitant jamais à monter pour faire oublier l'infériorité numérique.

force là. Quand ils ont mis le premier but c'était compliqué pour la tête mais avec ma rentrée, celles d'Adingra et de Sébastien Haller, on a donné une nouvelle dynamique à l'équipe, une nouvelle énergie, on s'est dit: «C'est possible de faire quelque chose».

Je suis très heureux que ce soit moi qui marque, je crois que je mets la joie dans le coeur de 30 millions d'Ivoiriens. Je suis très fier et heureux, et voilà, quoi...»

Q: Mais vous avez été exclu pour un second carton jaune en enlevant votre maillot...

R: «sourire) Ma joie était si grande que j'ai oublié que j'avais un carton jaune, c'est une erreur de ma part, la demie je ne pourrais pas la jouer, mais je ne pense pas

L'entrée d'Adingra a aussi rapporté gros à Faé, en marquant après une frappe renvoyée de Seko Fofana, et celle de Sébastien Haller en pointe a pesé sur la défense malienne. Il a failli marquer, mais sa tête a heurté la transversale (96).

Et l'entrée d'Oumar Diakité a tout renversé. «Après ce genre de match, il n'y a pas vraiment de choses à expliquer, ce ne sont que des émotions», a raconté le héros du soir... exclu pour avoir enlevé son maillot.

«Ma joie était si grande que j'ai oublié que j'avais un carton jaune» a-t-il souri, «c'est une erreur de ma part, la demie je ne pourrais pas la jouer. Mais même si je ne suis pas là on pourra faire le taf.»

Les Maliens peuvent s'en vouloir, ils jouaient mieux, grâce à leur milieu plus technique, mais ils n'ont pas su résister au rush final.

Les «Eléphants» sont toujours la bête noire des «Aigles» en Coupe d'Afrique, ils s'étaient déjà imposés notamment en demi-finale en 2012 (1-0) et en 8e de finale en 2019 (1-0).

A propos d'histoire, la Côte d'Ivoire a déjà battu la RD Congo en demi-finale en 2015 (3-1) sur la route de sa deuxième Coupe d'Afrique. Encore un signe du destin pour les Eléphants en pleine réussite?

que ça mette mon équipe à mal parce qu'on a la profondeur et même si je ne suis pas là on pourra faire le taf.»

Q: Quel rôle ont joué les supporters dans cette victoire ?

R: «Le public a fait son job, depuis le début on se plaignait du public ivoirien, on disait qu'il était trop calme, qu'il ne poussait pas son équipe, aux moments difficile ils n'ont pas lâché, ils ont continué à pousser. C'est aussi une victoire du public. Quand on a eu besoin d'eux, ils ont vu qu'on était dans le dur ils nous ont poussé. Si on veut gagner cette Coupe, il va falloir qu'il continue à nous pousser.»

Propos recueillis en conférence de presse

CAN L'Afrique du Sud élimine le Cap-Vert et va en demi-finales



L'Afrique du Sud, avec un Ronwen Williams fantastique dans le but, s'est qualifiée pour les demi-finales de la Coupe d'Afrique des nations contre le Nigeria en éliminant le Cap-Vert 2 tirs au but à 1 (0-0 a.p.), lors du dernier quart de finale, samedi soir à Yamoussoukro.

Le héros du match a été le gardien des Bafana Bafana, Ronwen Williams, qui a arrêté quatre tirs au but.

Contre les Nigériens, les Sud-Africains vont tenter mercredi prochain (18h00) à Bouaké d'accéder à une nouvelle finale de la CAN après celle remportée en 1996 et celle perdue en 1998. La première mi-temps a été assez nettement dominée par le Cap-Vert qui cependant ne s'est jamais réellement montré dangereux à l'approche du but gardé par Ronwen Williams.

La première véritable occasion de but n'est survenue qu'à la 56e minute lorsque l'avant-centre cap-verdien Garry Rodrigues, lancé à la limite du hors jeu par le latéral gauche Joao Paulo, s'est retrouvé seul devant

le but adverse. Mais la frappe enroulée mal ajustée de l'avant-centre des Requins bleus a trouvé le gardien sud-africain (56e).

Puis à la 78e minute, sur une nouvelle offensive cap-verdienne, l'attaquant de l'Olympiakos Jovane a expédié une reprise de peu au-dessus, à la réception d'un centre de la droite de Kenny Rocha Santos.

Et dans le temps additionnel du temps réglementaire, Williams a sauvé les siens en détournant sur la transversale un tir de Gilson «Benchimol» Tavares qui s'était présenté seul devant lui (90+2).

Dès le début de la prolongation, les Bafana Bafana du sélectionneur belge Hugo Broos ont à leur tour manqué d'un rien d'ouvrir la marque lorsque Mhlabi Mayambela a buté sur le gardien Vozinha, auteur d'un sauvetage en catastrophe (92e).

La séance des tirs au but a finalement souri aux Bafana Bafana, avec un prodigieux Williams dans le but, qui a détourné quatre des cinq tentatives cap-verdiennes.

Futsal/ CAN 2024 (Qualifications/ aller) L'Algérie et la Libye se neutralisent (4-4)

La sélection algérienne de Futsal et son homologue libyenne se sont neutralisées sur le score de 4 à 4 (mi-temps : 3-4), en match aller des éliminatoires pour la Coupe d'Afrique des nations CAN-2024, disputé samedi soir à la salle des Jeux sportifs à Misrata.

Le match retour aura lieu le samedi 10 février 2024 à Alger (19h00). Le vainqueur de cette double confrontation se qualifiera à la phase finale de

la CAN 2024.

Un total de 13 nations se sont engagées lors des qualifications de la CAN-2024. Le tournoi devait se dérouler au Mozambique, mais ce pays a fini par se désister.

Dix (10) équipes disputeront un tour à élimination directe sous le format «aller et retour» pour déterminer les 5 nations qui rejoindront, l'Egypte, le Maroc et l'Angola à la phase finale de la CAN 2024.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME ET DE LA VILLEDIRECTION DE L'URBANISME
ET DE L'ARCHITECTURE
ET DE LA CONSTRUCTION
DE LA WILAYA DE RELIZANE
NIF : 0994 4801 9000 131AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DU MARCHE
(AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DES CAPACITES MINIMALES
N° 22/2023)

OPERATION : Travaux d'Amélioration urbaine à travers la wilaya et Amélioration du cadre de vie au niveau des quartiers (Aménagement des quartiers, voiries, trottoirs, réseaux d'AEP et Assainissement)

LOT : TRAVAUX DE VOIRIE + TROTTOIR (Achèvement).

SITE : Cité Boughaiden COMMUNE HAD CHAKALA

Conformément à l'article 65 décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 modifié et complété portant réglementation des marchés publics, la Direction de l'Urbanisme et de l'architecture et de la Construction de la Wilaya de Relizane, porte à la connaissance de l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'Avis d'appel d'offres ouvert avec exigence des capacités minimales N° 22/2023 par le 26/12/2023, relatif au projet cité en dessus, Que le marché a été attribué provisoirement à les entreprises suivantes :

PROJET	ENTREPRISE	MONTANT EN TTC (DA)	DELAI	CRITERES DE CHOIX
LOT : TRAVAUX DE VOIRIE + TROTTOIR (Achèvement). SITE : Cité Boughaiden COMMUNE HAD CHAKALA NIF : 002231112412157	SARL BELAKEHAL GTP	17 985 000,00	03 MOIS	Moins disant

Tout soumissionnaire contestant le choix opéré par le service contractant peut introduire un recours auprès de la commission des marchés de la wilaya de Relizane commission compétente dans un délai de 10 jours à compter de la première parution du présent avis dans les Quotidiens nationaux ou le BOMOP et ce conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics.

Si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire un recours est prorogée au jour ouvrable suivant.

Les autres soumissionnaires intéressés sont invité de se rapprocher de nos services, au plus tard 03 jours à compter du premier jour de la publication de la présente attribution provisoire afin de prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières.

ANEP N° 2431001370 Le Quotidien d'Oran 05/02/2024

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA D'EL BAYADH
DIRECTION DES RESSOURCES EN EAU
N° D'IDENTIFICATION FISCALE : 098432019001238

OPERATION N° : FSGCL 3053/2023

INTITULE DE L'OPERATION : ACQUISITION DES GROUPES ELECTROPOMPES, ARMOIRES DE COMMANDE ET POSTES TRANSFORMATEUR POUR LES FORAGES D'AEP A TRAVERS LA WILAYA D'EL BAYADH.

Objet : ACQUISITION DES GROUPES ELECTROPOMPES, (GEP DE SECOURS) ET ARMOIRES DE COMMANDE ET POSTES TRANSFORMATEUR POUR LES FORAGES D'AEP A TRAVERS LA WILAYA D'EL BAYADH.

Erratum

Conformément aux dispositions du décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public Et la loi 12-23 du 06-08-2023 portant réglementation des marchés publics, La Direction des Ressources en Eau de la Wilaya d'El Bayadh informe l'ensemble des intéressées par l' Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacité minimales parue dans les quotidiens : « le quotidien d'Oran » le : 23-10-2023 et « البديل » le : 23-10-2023 , que l'avis d'attribution provisoire parue dans les quotidiens : « le quotidien d'Oran » le : 28-12-2023 et « البديل » le : 27-12-2023 est corrigé comme suite :

Lot	ENTREPRISE ATTRIBUTAIRE	MONTANT	DELAI DE GARANTIE
ACQUISITION DES GROUPES ELECTROPOMPES, (GEP DE SECOURS) ET ARMOIRES DE COMMANDE ET POSTES TRANSFORMATEUR POUR LES FORAGES D'AEP A TRAVERS LA WILAYA D'EL BAYADH.	CHAREF BOUMEDIENE COMMERCE EN GROS TLAGHE	24.081.370,00 DA	36 TRENTE -SIX MOIS

-Le reste est inchangé.

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2431001365 Le Quotidien d'Oran 05/02/2024

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TIARET
DAIRA DE MECHRAA SFA
COMMUNE DE TAGDEMPT
N° fiscal : 0984325119720
N° : 11/2024AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
AVEC EXIGENCE DE CAPACITE MINIMAL

Le président de l'APC de Tagdempt lance un Avis D'appel D'offres National Ouvert Avec Exigence De Capacité Minimal Pour la réalisations du projet suivant :

- Aménagement Et Réhabilitation des Ecoles Primaires des Zones d'ombre (Ecole Bakkar Elarbi)

les Entreprises intéressées et disposant Certificat de Qualificatif et Classification Professionnelles Catégorie 03 et plus dans le domaine Bâtiment activité principal Code Chauffage Central en cours de validité peuvent retirer le cahier des charges au près du bureau des marchés de l'APC de Tagdempt contre le paiement de 4.000.00 DA, les offres doivent être accompagnées des pièces et documents en cours de validité exigés par la réglementation en vigueur à savoir :

1-Le dossier de candidature Comportant

- Déclaration de candidature, renseignée, visée, signée et datée
- Déclaration de probité, renseignée, visée, signée et datée
- Copie du registre de commerce de l'entreprise
- Copie du statut réglementaire de l'entreprise pour les personnes morales (SARL, EURL...).
- Copie du numéro d'identification fiscale (NIF)
- Copie du Certificat de qualification et de classification en cours de validité : Catégorie 03 et plus dans le domaine Bâtiment activité principal Code Chauffage Central en cours de validité (Le bon de dépôt n'est pas acceptable) avec Réalisation au moins d'un projet similaire
- Références professionnelles Justifiées par des attestations de bonnes exécutions visées par les contractants ou des PV de réceptions définitifs
- Liste des moyens humains appuyés par des attestations d'affiliations, diplômes, de mise à jour, et état des mouvements des salariés.
- Liste des moyens matériels approuvés par des cartes grise et assurances pour le matériel roulant. Et tout autre document juridique pour le matériel non roulant (facture- PV de huissier + autres documents). (visée et signée)
- Une copie des Mises à jour (CNAS, CASNOS, CACOBATH), en cours de validation.
- Une copie de l'extrait de rôle datant de moins de trois mois apuré ou échancier de paiement.
- Une copie de l'attestation de dépôt des comptes sociaux pour les personnes morales
- Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires ou, le cas échéant, des sous-traitants ;

2- Offre technique

- une déclaration à souscrire renseignée, visée, signée et datée
- le cahier des charges visé, signée portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».
- Mémoire technique justificatif renseigné, visé, signé
- Planning des travaux paraphé et signé;

3- Offre financière :

- La lettre de soumission renseignée datée et signée. (Modèle annexé au cahier des charges)
 - Le bordereau des prix unitaires renseigné datée et signée.
 - Le détail quantitatif et estimatif renseigné datée et signée.
- le dossier candidature, l'offre technique et l'offre financière doivent être remises dans trois 03 enveloppes séparées et ne comporteront que les mentions suivantes : **enveloppe N°1** : Dossier Candidature ; **enveloppe N° 2** : Offre Technique ; **enveloppe N° 3** : Offre Financière les trois offres doivent être contenues dans une seule et même enveloppe extérieure fermée anonyme adressée au monsieur le P/ARPC DE TAGDEMPT et ne comportant que les mentions suivantes :

« Soumission à ne pas ouvrir que par la commission de l'ouverture des plis et d'évaluation des offres » relatif au projet :

- Aménagement Et Réhabilitation des Ecoles Primaires des Zones d'ombre (Ecole Bakkar Elarbi)

la date limite de dépôt des offres est fixée à 15 jours à partir de la 1^{ère} parution de cet avis dans le journal avant 09:30h, et toutes offres déposées après sera rejetées, l'ouverture des plis des dossiers de candidature, des offres techniques et financières se fera le dernier jour de la date limite de préparation des offres en séance publique au siège de la commune à (10.00h) si le jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant en présence de l'ensemble des soumissionnaires préalablement informés, les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 105 jours à compter la date de préparation des offres

Tagdempt le : 25/01/2024

LE PRESIDENT

ANEP N° 2431001446 Le Quotidien d'Oran 05/02/2024

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTRE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS DE LA *
WILAYA D'AIN TEMOUCHENTN° D'Immatriculation Fiscal (DEP) :
000146019005648

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions des articles 52,65 et 82 alinéa 02 du décret présidentiel 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, la Direction des Equipements Publics de la Wilaya de Ain Témouchent, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales N°36/DEP/AT/2023, paru aux quotidiens nationaux «الجمهورية» et «Le Quotidien d'Oran» en date du 26/12/2023 relatif à : Reste à réaliser d'une Ecole Primaire type « D » au niveau du site des 588 logts au POS Zone Nord Ouest à El-Maleh, wilaya de Ain Témouchent, Tranche ferme: Achèvement de la réalisation du bloc (Pédagogique&Administration)+réalisation du (VRD+terrain de jeux+chauffage centrale+bâche à eau), Tranche conditionnelle: Réalisation d'un logement de fonction type F4, que le résultat de l'appel d'offre est le suivant :

Projet	Entreprise	Montant de la soumission (en DA/TTC)	Montant après correction (en DA/TTC)	Note tech	Délai	Obs
La réalisation d'une école primaire type « D » au niveau du site des 588 logts au POS Zone Nord Ouest à El-Maleh, Wilaya de Ain Témouchent.	ETB AYACHE Koulider	Montant Global 79.591.512,56	Montant Global 79.750.972,56	76,00		
-Tranche ferme: Achèvement de la réalisation du bloc (Pédagogique&Administration)+réalisation du (VRD+terrain de jeux+chauffage centrale+bâche à eau),	NIF : 181460101186151	73 223 080,00	73 363 500,00		04 mois	La seule offre pré qualifiée techniquement
-Tranche conditionnelle: Réalisation d'un logement de fonction type F4		6 638 432,56	6 387 472,56		03 mois	

Les soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance de leurs résultats peuvent se rapprocher du service des marchés publics de la D.E.P au plus tard trois (03) jours à compter du 1^{er} jour de la publication du présent avis dans les quotidiens nationaux ou au BOMOP, est cela conformément à l'article 82 alinéa 3 de décret présidentiel N°15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Les soumissionnaires qui contestent ce résultat, peuvent introduire un recours dans un délai de dix (10) jours à compter de la première publication de l'avis d'attribution provisoire du marché dans les quotidiens nationaux ou au BOMOP, auprès de la commission des marchés publics de la wilaya conformément aux dispositions de 56 de la loi N°23-12 du 18 muharram 1445 correspondant au 05 août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et l'article 82 du décret présidentiel N°15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

ANEP N° 2431001218 Le Quotidien d'Oran 05/02/2024

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TLEMCEEN

DAIRA DE SEBDOU

COMMUNE DE SEBDOU

SERVICE DES MARCHES

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHE

N° D'identification fiscale : 098413015112833

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel N°15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, le président de l'assemblée populaire communale de Sebdoou informe les soumissionnaires, ayant participé à l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N° 05/2023 annoncé dans les deux journaux suivants **Le Quotidien d'Oran** en date du 08/01/2024 que le marché est attribué provisoirement comme suit :

N°	Intitulé de l'opération	Nom et Prénom de l'entreprise	Montant	Durée de l'exécution	Observation
01	Travaux d'aménagement du boulevard principal à la cité "Bey Miloud"- Dermam	Boudjema Nabil NIF 179131700418111	19.303.644.94	05 Mois	Moine disant Qualifié techniquement avec 74 pts

Tout recours peut être introduit auprès de la commission communale des marchés dans un délai de dix (10) jours à compter de la date de la première parution du présent avis dans l'un des quotidiens nationaux si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant, comme il est possible à ceux qui sont intéressés, de se rapprocher auprès du service contractant au plus tard trois (03) jours à compter de la date citée ci-dessus pour prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières Conformément à l'article 82 du même décret présidentiel cité ci-dessus.

25 جنفي 2024
Sebdoou le :
Mr Le Président de l'APC

ANEP N° 2431001364 Le Quotidien d'Oran 05/02/2024

Dans la capitale de l'hindouisme Une mosquée au cœur des disputes religieuses

A Bénarès, capitale de l'hindouisme en Inde, des fidèles hindous ont commencé à investir une mosquée, et son gardien, Syed Mohammad Yaseen, s'inquiète de savoir combien de temps les musulmans seront encore autorisés à venir y prier.

C'est à Bénarès, appelée aussi Varanasi, que de nombreux hindous viennent incinérer leurs morts au bord du Gange, mais cette ville du nord de l'Inde est aussi le nouveau front d'une bataille menée par les hindous majoritaires pour revendiquer des monuments islamiques vieux de plusieurs siècles en Inde.

Le Premier ministre Narendra Modi, champion de cette cause, a inauguré le mois dernier dans une ville voisine un nouveau temple grandiose sur le site d'une ancienne mosquée démolie par des fanatiques hindous il y a plusieurs décennies.

«Nous sommes témoins de la répression et de cruauté», affirme à l'AFP le vieux gardien de 78 ans. «Il ne s'agit pas seulement d'une seule mosquée. Leur slogan dit qu'aucune tombe ou mosquée ne sera épargnée».

Les hindous affirment que la mosquée Gyanvapi, qui accueille l'une des plus grandes congrégations musulmanes de Bénarès, a été construite sur un sanctuaire dédié au dieu hindou Shiva, pendant l'empire moghol qui a régné sur une grande partie de l'Inde pendant plus de trois siècles.

«PRÉSENCE POLICIÈRE RENFORCÉE»

Depuis des années, les musulmans fréquentent la mosquée sous surveillance policière afin d'empêcher que le conflit ne dégénère.

Mais cette semaine, un tribunal local a ordonné que le sous-sol de la mosquée soit ouvert aux fidèles hindous.

Une cérémonie hindoue y a eu lieu dès le lendemain et la plus haute cour du pays a



refusé de réexaminer la décision en appel.

Yaseen s'alarme de ce qui est pour lui un clair soutien des autorités aux revendications des hindous. «Ils passent par les tribunaux, par le système», dit-il. «J'ai ressenti toute la douleur possible, en tant que musulman. Ça m'a pesé toute la nuit».

Vendredi, la tension autour de la mosquée était palpable, avec une présence policière renforcée. Quelque 2.500 musulmans, près du double de l'affluence normale, sont venus pour les prières de l'après-midi.

Au même moment, des dizaines de fidèles hindous se pressaient devant les barricades de la police et criaient des slogans en dévotion à Shiva, le dieu hindou de la création et de la destruction.

«CHAÎNES DE L'ESCLAVAGE»

Narendra Modi et le parti nationaliste hindou au pouvoir, le Bharatiya Janata Party (BJP), ont cherché à promouvoir la religion majoritaire et à la mettre au premier plan depuis leur arrivée au pouvoir il y a dix ans.

L'inauguration d'un nouveau temple hindou à Ayodhya, non loin de Bénarès, fin janvier, a été un événement majeur qui a donné lieu à de grandes célébrations. Le Premier ministre a salué un moment décisif dans la libération

de l'Inde des «chaînes de l'esclavage». Mais les plus de 210 millions de musulmans du pays voient ce temple comme un signe de leur marginalisation croissante. Il a été bâti sur le site de la mosquée Babri, vieille de 500 ans, démolie en 1992 par des fanatiques hindous. Cette destruction, encouragée par le parti au pouvoir, avait alors déclenché les pires émeutes religieuses dans le pays depuis l'indépendance, faisant environ 2.000 morts, pour la plupart musulmans.

«UN PAS EN AVANT»

Comme à Bénarès, des militants hindous affirmaient que la mosquée Babri avait été construite sur un ancien sanctuaire dédié à une divinité hindoue sous la période de l'empire moghol, qu'ils considéraient comme une période d'oppression musulmane sur l'hindouisme.

Pour Sohanlal Arya, défenseur de longue date de l'hindouisme, la décision du tribunal d'ouvrir le lieu de culte de Bénarès aux hindous est «un pas en avant» pour réparer des torts historiques.

«C'est une question de fierté pour nous», indique à l'AFP l'homme de 72 ans. «Ils ont détruit notre lieu saint, ils ont construit une mosquée. Nos preuves sont formelles. C'est pourquoi nous avons pleinement confiance dans les tribunaux».

ANNONCES CLASSÉES

VILLAS

■Vends villa sur grand Bd Millénium commercial, de 250 à 300 m², + Villa 170 m², 2 façades, 4 locaux, à Canastel sur grand Bd - Tél : 0772.43.37.38

■A/V villa F10, 3e., sup 202 m², Hai Nakhil, Bir el Djir (Oran) + A/V/Loue F3, 68 m², résidence Malika, Gdyl, Oran + Loue local com, 84 m², 3 faç + s/sol, même sup, Maraval Oran - 0799.26.87.18

APARTEMENTS

■Loue F3 Millénium, entrée individuelle CNL RDC (3,5U) - F3 Maraval cité Sonatrach RDC (3U) - F5 Ain el Turck, 4e (2,5U) - niveau de villa F5, Les Castors - Bureau, (6U) - Ag ABDALLAH: 041.38.62.87/0770.40.87.48

■Vends F3 + cour, 7e étage, centre-ville, rue Larbi Ben M'hidi Oran, 60 m² + 30 m² - 0770.41.29.31

■Promotion immobilière met en vente des appartements T2/T3/T4/T5 et duplex de qualités avec acte de propriété situés au cœur d'Oran et près de toutes commodités. Possibilité de paiement par tranches ou crédit bancaire. Plus d'info : 0699.51.20.50 - 0699.51.20.31 - 0699.52.20.50

■Vends F4 neuf, 2e étage, ascenseur, superficie 140 m², avec place parking, cuisine équipée, chauffage central, dans une résidence à Choupot, endroit calme, Oran - 0556.88.95.07 - 0033.652.622.318

DIVERS

■Maintenance de matériels informatiques et téléphoniques, administrations et maintenance réseaux. Tél : 0662.47.75.09

LOCAUX

■Vends local 500 m², zone industrielle, Bouâmama, Sidi Chami (Libre) Tél : 055.99.65.12

■Promotion immobilière met en vente sur plan, des bureaux et locaux commerciaux idéals pour toute activité commerciale au cœur d'Oran. Possibilité de paiement par tranches. Plus d'info : 0699.51.20.50 - 0699.51.20.31 - 0699.52.20.50

■A louer local (25x20) 500 m², 1^{er} étage, 120 m², bureaux Z.I Es-Senia, Oran, (Libre) Tel: 0771.55.36.71

TERRAINS

■Vends un terrain agricole de 9 hectares dans la ville de Terga, Ain Témouchent, avec 2 puits, un bassin d'eau et l'électricité Acte et livret foncier. Tel : 0541.27.28.78

EMPLOIS

■Société privée à Oran recrute : Secrétaire niveau universitaire, maîtrise outil informatique, expérience exigée. Envoyer vos CV par email : emiratestayeb@gmail.com

2

21.10 Coeurs Noirs



11.58 Tout le monde veut prendre sa place
12.58 Journal 13h00
13.53 Ça commence aujourd'hui
16.12 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
18.00 Tout le monde a son mot à dire
18.37 N'oubliez pas les paroles
19.50 Journal Météo climat
19.58 Journal 20h00
20.48 Un si grand soleil

Série d'action - France - 2023
Saison 1 - Episode 5/6
Avec **Nicolas Duvauchoelle, Jérémy Nadeau, Marie Dompnier, Thierry Godard**
Tandis que le Commando part à l'assaut d'une probable planque de Farès et de Salwa, Adèle apprend une terrible nouvelle. Durant la bataille, les Français vont perdre l'un des leurs.
22.51 Les rivières pourpres

3

21.10 Philomena



10.12 Dans votre région
12.00 Le journal des solutions
12.25 ICI 12/13
12.50 Météo à la carte
14.20 Rex
16.45 Duels en familles
17.28 Slam
18.13 Questions pour un champion
19.14 ICI 19/20
20.00 Tout le sport
20.17 Journal Météo climat
20.38 Aux Jeux, citoyens !

Drame - Grande-Bretagne - Etats-Unis - France - 2013
Avec **Judi Dench, Steve Coogan, Sophie Kennedy Clark, Mare Winningham**
Philomena Lee, une jeune fille irlandaise, est envoyée au couvent par sa famille. Pendant trois années, elle n'est autorisée par les religieuses à ne voir son enfant qu'une heure par jour, jusqu'au jour où il est adopté par un riche couple. Cinquante ans plus tard, avec l'aide de Martin Sixsmith, un journaliste récemment licencié par la BBC, elle se lance sur les traces de son fils.

4

21.00 Jump !



11.02 Disco Dragon
12.06 Les Pyjamasques
12.53 Coop Troop
13.40 Les extras curieux
14.31 #LikeMe
15.24 Teen Titans Go !
16.06 Molusco
18.04 Les as de la jungle à la rescousse
18.57 Les Croods (Pré)histoires de famille
19.55 Okoo-koo
20.15 Culturebox l'émission

Documentaire sur le début de carrière de la chanteuse November Ultra. Elle a obtenu le prix de la révélation féminine de l'année lors des victoires de la musique en février dernier. À travers de vieux films de son enfance, des morceaux de vie lors de sa tournée ou encore des vacances en famille en Espagne, on découvre la jeune chanteuse émergente. On la retrouve dans son appartement quelques heures avant les victoires de la musique.

5

arte

C8

10.59 La p'tite librairie
12.39 Danse avec les baleines
13.37 Le magazine de la santé
14.33 Consomag
14.41 Belmondo l'incorrigible
16.22 Imprévus
16.29 Les trésors du patrimoine équestre
17.26 L'invité de C dans l'air
17.42 C dans l'air
18.57 C à vous
19.59 Vu
20.04 C à vous la suite
21.05 Sale temps pour la planète
22.53 C ce soir

10.15 Peuples racines
12.35 Canaries, les îles-volcans
13.35 Vacances
15.50 La France côté Nord : La baie de Somme et la côte d'Opale
16.35 La France côté Nord : De la Somme à la frontière belge
17.20 Invitation au voyage
18.55 Corse, l'aventure du hameau connecté
19.45 Arte journal
20.05 28 minutes
20.50 Le dessous des cartes : l'essentiel
20.55 Flic Story

09.33 Chez Jordan De Luxe
10.32 TPMP en #TT
11.21 Touche pas à mon poste
12.34 William à midi : première partie
13.37 William à midi
14.07 Inspecteur Barnaby



17.59 PAF
18.51 PAF avec Baba
19.44 Touche pas à mon poste
21.19 Commissaire Magellan



TMC 21.25

BATMAN BEGINS

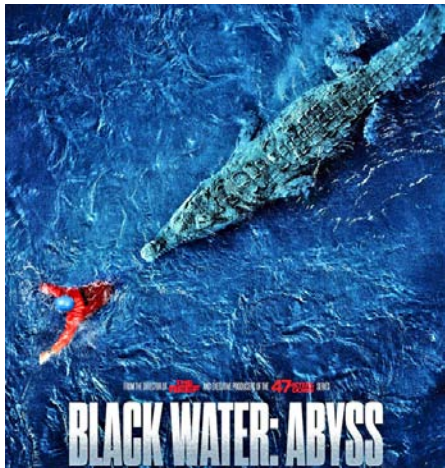
Film d'action - Etats-Unis - Grande-Bretagne - 2005

Avec **Christian Bale, Michael Caine, Liam Neeson, Katie Holmes**

Fils d'un riche industriel, Bruce Wayne a été traumatisé par sa chute dans un puits abritant des chauves-souris. Rongé par la culpabilité après que ses parents ont été abattus dans une ruelle par un malfaiteur, il entreprend, à l'âge adulte, d'explorer jusqu'au moindre tréfonds de l'âme humaine. Il quitte Gotham City pour se rendre en Asie. Là, il rencontre le mystérieux Ducard, qui devient rapidement son mentor.

RTL9 20.55

BLACK WATER : ABYSS



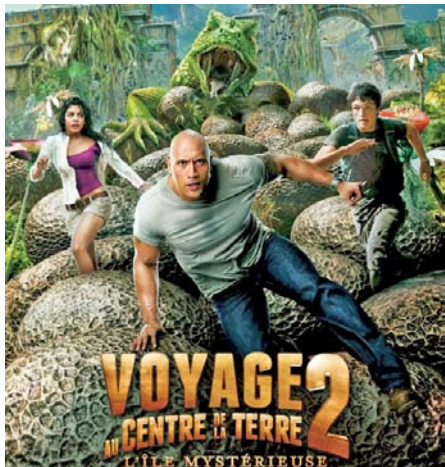
Film d'horreur - Etats-Unis - Australie - 2020

Avec **Jessica McNamee, Luke Mitchell, Amali Golden, Benjamin Hoetjes**

Miyuki et Akito, deux touristes japonais, randonnent dans une forêt du nord de l'Australie. Mais Akito fait une chute mortelle dans une grotte, immédiatement suivi par Miyuki, qui se retrouve blessée, sous terre, avant d'être attaquée par un crocodile géant. Plus tard, Jennifer et Eric, Yolanda et Viktor et leur ami Cash, décident d'aller visiter des grottes souterraines dans le nord du pays. Dès le début de leur exploration, les jeunes gens découvrent le cadavre d'un animal.

CINE + FAMIZ 20.50

VOYAGE AU CENTRE DE LA TERRE 2 : L'ÎLE MYSTÉRIEUSE



Film d'aventures - Etats-Unis - 2012
Avec **Dwayne Johnson, Michael Caine, Josh Hutcherson, Vanessa Hudgens**

Sean Anderson fait tout pour décoder un message crypté envoyé par un adepte de Jules Verne. Afin de se rapprocher de l'adolescent rebelle, Hank Parsons, son beau-père, lui propose de l'aider à déchiffrer le message. Une fois celui-ci décodé, les deux hommes partent en direction d'une mystérieuse île du Pacifique, où Sean espère retrouver son grand-père, expéditeur du message. Ils embarquent en compagnie de Gabato et de sa fille Kailani.

TÉLÉVISION

TF1

21.10 La tribu



Série humoristique - France - 2023
Saison 1 - Episode 1/6

- Fête des gosses !

Avec **Alix Poisson, Jonathan Zaccà, Maxence Tual, Vanessa David**

Cela fait une semaine que Camille, mère de Morgane, Léo et Mila, et Martin, père de Raphaël, vivent sous le même toit. Camille, responsable des espaces verts de leur petite ville, est une battante idéaliste. Martin, prof de français, est organisé et prévoyant. Le quotidien est déjà loin d'être un long fleuve tranquille.

6

21.10 Pretty Woman



Comédie sentimentale - Etats-Unis - 1990

Avec **Julia Roberts, Richard Gere, Ralph Bellamy, Jason Alexander**

Edward Lewis, un homme d'affaires désabusé qui porte avec une suprême élégance ses cheveux gris et ses yeux tristes, s'occupe du rachat d'entreprises en faillite et de leur revente. De passage à Los Angeles, il quitte une soirée où il s'ennuie à mourir et se perd dans un quartier chaud en se rendant à son hôtel.

CANAL+

21.09 D'argent et de sang



Série dramatique - France - 2023
Saison 1 - Episode 10/12

Avec **Vincent Lindon, Niels Schneider, Ramzy Bédia, Joa Jappont**

Alain Fitoussi s'est enfui pour échapper à la pression des membres du grand banditisme en France et au magistrat Simon Weynachter qui a lancé un mandat d'arrêt international. Mais Fitoussi, reste intouchable grâce à sa manne financière. Pas moins de onze avocats défendent sa cause.

PLANETE +

TFX

W9

10.57 Empire inca : L'histoire révélée
12.32 Hitler, une vie en images
14.10 Champs-Élysées
16.00 Abraham Lincoln
17.48 Faites entrer l'accusé



19.23 American Pickers, la brocante made in USA
20.55 Les trésors de Saqqarah

09.05 Madame est servie
13.25 Grey's Anatomy
17.00 Quatre mariages pour une lune de miel
20.05 Plus belle la vie, encore plus belle
21.05 Appels d'urgence

TFX

09.45 Une saison au zoo
13.35 Modern Family
16.30 The Big Bang Theory
19.50 Parents mode d'emploi
21.10 Votre playlist idéale...

09.00 W9 Hits
10.30 W9 Hits Gold
11.30 W9 Hits
12.50 NCIS



16.40 Un dîner presque parfait
19.50 Les apprentis aventuriers
21.00 Météo
21.05 L'île de la tentation
23.00 Et si on se disait tout ?

Guatemala: un accident fait 11 morts, dont neuf migrants cubains



O nze personnes, dont neuf migrants cubains, ont été tuées samedi dans la collision entre une camionnette, une moto et un camion sur une route de l'ouest du Guatemala, ont annoncé les autorités. La camionnette «transportait des migrants (...) en route vers les Etats-Unis», a précisé l'Institut guatémaltèque des migrations dans un communiqué. L'accident s'est produit sur une route du département de Suchitepequez, à quelque 120 km de la capitale guatémaltèque. «Sur les 11 victimes, 9 étaient de nationalité cubaine et deux étaient guatémaltèques», selon le bureau du procureur de San Bautista. Selon l'Institut des migrations, qui fait état de trois femmes parmi les victimes, il semble que «la camionnette est entrée en collision avec la moto et le camion».

Chaque année des milliers de migrants illégaux d'Amérique centrale se lancent sur la route pour tenter de gagner les Etats-Unis et échapper à la violence des gangs criminels et à la misère.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Plusieurs régions du Yémen dont Sanaa visées par des bombardements



D es frappes aériennes ont visé samedi tard dans la soirée plusieurs régions contrôlées par les rebelles Houthis au Yémen, dont la capitale Sanaa, a indiqué la chaîne de télévision de ces insurgés en accusant les Etats-Unis et la Grande-Bretagne.

A Sanaa, des témoins ont fait état de fortes explosions vers minuit locale (21H00 GMT) et d'un survol aérien intense. «Des frappes américaines et britanniques ont ciblé les régions de Sanaa, Ha-

jja, Dhamar, Al-Bayda, Taëz et Hodeida», a indiqué la télévision Al-Massirah sur X (ex-Twitter). Plus tôt, le Commandement américain pour le Moyen-Orient (Centcom) a annoncé avoir procédé samedi «à environ 19h20» locales à des frappes au Yémen visant six missiles antinavires des Houthis «prêts à être lancés contre des navires en mer Rouge». Les Houthis, en guerre contre le pouvoir au Yémen

depuis 2014, contrôlent de vastes régions de ce pays pauvre de la péninsule arabique. Depuis la mi-novembre, ils mènent des attaques contre des navires marchands en mer Rouge et dans le Golfe d'Aden, et tirent des missiles en direction d'Israël qui ont été interceptés. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont mené ces dernières semaines plusieurs frappes contre des cibles des Houthis au Yémen, y compris à Sanaa.

Mort du président namibien Hage Geingob, militant anti-apartheid

L e président namibien Hage Geingob, figure de l'indépendance et ardent opposant au régime d'apartheid en Afrique du Sud, est mort tôt dimanche à l'âge de 82 ans à l'hôpital où il était soigné pour un cancer, a annoncé la présidence. Hage Geingob, élu président en 2014, est décédé à Windhoek, la capitale namibienne où il était hospitalisé après la découverte de cellules cancéreuses lors d'un bilan médical, a annoncé la présidence. «C'est avec la plus grande tristesse et regret que je vous informe que notre bien-aimé Docteur Hage G. Geingob, le président de la République de Namibie, est décédé aujourd'hui», est-il écrit dans une déclaration publiée sur le réseau social X, signée par le nouveau chef de l'Etat par intérim, Nangolo Mbumba, jusqu'alors vice-président. Elu une première fois en 2014, Hage Geingob avait été réélu en 2019 président de la Namibie, un pays semi-désertique d'Afrique australe, l'un des derniers Etats du continent à avoir accédé à l'indépendance en 1990.

Sénégal: le président Macky Sall annonce le report de la présidentielle



L e chef de l'Etat sénégalais Macky Sall a annoncé samedi le report sine die de la présidentielle prévue le 25 février, une décision sans précédent prise dans un contexte de profonde crise politique et qui a soulevé des protestations. Le président élu en 2012 et réélu en 2019 en a fait l'annonce dans une brève intervention à la télévision publique, quelques heures avant l'ouverture de la campagne dimanche. A Washington, le département d'Etat a déclaré que les Etats-Unis étaient «profondément préoccupés» par cette annonce. «Nous exhortons tous les participants au processus électoral sénégalais à s'engager pacifiquement dans l'effort important visant à fixer rapidement une nouvelle date et les conditions d'une élection libre et équitable», a publié sur X le Bureau des Affaires africaines du département d'Etat, ajoutant que le Sénégal «a une forte tradition démocratique et de transitions pacifiques du pouvoir». L'organisation régionale ouest-africaine Cedeao a exprimé «son inquiétude face aux circonstances qui ont conduit au report de l'élection», dans un communiqué publié sur X. Elle «appelle les autorités compétentes à favoriser les procédures afin de fixer une nouvelle date» pour le scrutin.

Contre l'extrême droite: près de 150.000 manifestants à Berlin



I ls ont formé une chaîne humaine devant le Reichstag et scandé des slogans anti-fascistes: près de 150.000 personnes ont Manifesté samedi selon la police au centre de Berlin contre l'extrême droite et plus de deux cents rassemblements pacifiques étaient prévus dans le pays. «Nous sommes 300.000 personnes à Berlin et des dizaines de milliers dans les rues de toute l'Allemagne et en livestream. Vous êtes fous!», ont déclaré pour leur part les organisateurs sur X (ex-Twitter). «Du cœur au lieu de la haine», «Le racisme n'est pas une alternative», «Liberté Egalité Fuck AfD», en référence au parti anti-migrants et anti-système Alternative pour l'Allemagne, pouvait-on lire sur les pancartes bariolées des manifestants. Le rassemblement, plus fourni que prévu, s'est dispersé en fin d'après-midi. Les 200 rassemblements prévus dans le pays, comme depuis plusieurs semaines, témoignent du choc provoqué par la révélation le 10 janvier par le média d'investigation allemand Correctif d'une réunion d'extrémistes à Potsdam, près de Berlin, où, en novembre, un projet d'expulsion massive de personnes étrangères ou d'origine étrangère a été discuté.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

MICMAC

D es vents de plus en plus mal-sains s'étendent sur tous les continents. L'Afrique en particulier vit en ce moment de nouvelles arculations politiques présageant de forts orages dont on ne peut présager encore les issues.

Le sommet de ses chefs d'Etat programmé les 17 et 18 février en cours ne s'annonce pas sous des auspices favorables à un rassemblement digne des attentes des Africains, dès lors que tout indique que les Etats membres viendraient en rangs dispersés.

Le Mali, le Niger et le Burkina Faso ont claqué la porte de la CEDEAO, qui, de ce fait, préfigure déjà l'éclatement d'une unité régionale ayant accordé une relative puissance économique et politique au

cœur du continent. Le Sénégal vient de se passer contre toute attente de ses élections présidentielles prévues dans quelques jours.

Le Niger pour sa part vient d'ouvrir larges ses frontières à tous ceux tentés par la migration en les fermant en même temps à tous les ressortissants français. On ignore le sort attendu pour les trente importantes entreprises françaises et leurs employés qui y sont basés, mais l'on se doute bien qu'il ne sera pas heureux. Des bruits de plus en plus audibles qui parviennent de l'Europe voisine en mal de vivre, annoncent un fort raidissement contre l'immigration. Le

sujet, devenu principale arme de combat idéologique et religieuse, est au centre des bras de fer entre les politiques.

Des intentions se dessinent pour l'expulsion de milliers d'immigrés. L'extrême droite allemande à elle seule, aux portes du pouvoir, jure que deux millions d'immigrés seront embarqués de force pour le Maghreb. L'Italie comme la Grèce, quant à elles, tâtonnent dans ce domaine en s'en remettant aux autorités africaines pour l'une et à l'Union européenne pour l'autre. Un important micmac prédomine et prend de l'ampleur pour n'augurer rien de bon.

Dès lors, les pays maghrébins, ceux qui donnent un vrai sens à la concorde et à la solidarité se voient dans l'obligation de se concerter pour parer à de sérieuses perturbations qu'ils subiraient.